



RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2008

ESR

SOMMAIRE

Attestation du responsable

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Rapport de gestion de l'exercice 2008

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés 2008

Comptes consolidés 2008

Rapport de gestion sur les comptes sociaux de la société ESR SA



ATTESTATION DU RESPONSABLE

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à Meudon,
Le 8 juin 2009.

A handwritten signature in black ink, consisting of stylized initials 'JB' followed by a flourish.

Jean-Guy BARBOTEAU
Président Directeur Général

ESR



KPMG Audit
1, cours Valmy
92923 Paris La Défense Cedex
France

Tuillet Audit

160, boulevard Haussmann
75008 Paris
France

ESR S.A.

**Rapport des commissaires aux
comptes sur les comptes
annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2008
ESR S.A.
2, rue de Paris - 92190 Meudon
Ce rapport contient 24 pages
GL-092-15



KPMG Audit
1, cours Valmy
92923 Paris La Défense Cedex
France

Tuillet Audit

160, boulevard Haussmann
75008 Paris
France

ESR S.A.

Siège social : 2, rue de Paris - 92190 Meudon
Capital social : € 3 715 560

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2008

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société ESR S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note annexe 3.1 qui expose les conditions dans lesquelles les comptes annuels ont été arrêtés selon le principe de continuité de l'exploitation.

2 Justification des appréciations

La crise financière qui s'est progressivement accompagnée d'une crise économique emporte de multiples conséquences pour les entreprises et notamment au plan de leur activité et de leur financement. Ces éléments ont été pris en considération par votre société pour apprécier le caractère approprié de la convention de continuité d'exploitation retenue pour l'établissement des comptes annuels au 31 décembre 2008 (cf. note annexe 3.1). Le manque de visibilité sur le futur crée des conditions spécifiques cette année pour la préparation des comptes annuels, particulièrement au regard des estimations comptables qui sont requises en application des principes comptables. C'est dans ce contexte que nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance en application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce.

Autres principes comptables

La note annexe 3.2 expose la méthode retenue pour déterminer la valeur d'inventaire des titres de participation. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le bien-fondé de cette méthode et nous sommes assurés de sa correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

En application de la loi, nous vous signalons que :

- contrairement aux dispositions de l'article R.225-89 du Code de commerce et comme expliqué dans la note annexe 3.1, la société n'a pas été en mesure de mettre à disposition des actionnaires au moins quinze jours avant la date de la réunion de l'assemblée générale ordinaire, l'ensemble des documents et renseignements prévus par la loi. En conséquence nos rapports sur les comptes annuels et les comptes consolidés n'ont pas pu être émis dans les délais légaux.
- le rapport financier annuel prévu par l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier n'a pas été publié et déposé auprès de l'AMF dans le délai de quatre mois suivant la clôture de l'exercice.

Paris La Défense, le 5 juin 2009

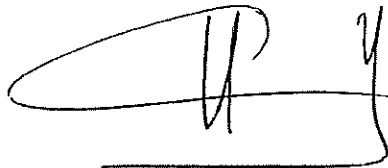
Paris, le 5 juin 2009

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Tuillet Audit



Guillaume Livet
Associé



Michel Dupin
Associé

Formulaire obligatoire (article 53 A du code général des impôts)

1

BILAN - ACTIF

Désignation de l'entreprise : <u>ESR SA</u>		Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois * <u>12</u>		
Adresse de l'entreprise <u>2 rue de Paris 92190 MEUDON</u>		Durée de l'exercice précédent * <u>12</u>		
Numéro SIRET* <u>3 4 2 5 0 4 4 1 2 0 0 0 9 5</u>		Néant <input type="checkbox"/>		
		Exercice N clos le: <u>31122008</u>		
		N-1 <u>31122007</u>		
		Net		
		Net		
		Net		
		Net		
Capital souscrit non appelé (I)		AA		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement *	AB	AC	
	Frais de développement *	CX	CQ	
	Concessions, brevets et droits similaires	AF	AG	
	Fonds commercial (1)	AH	AI	
	Autres immobilisations incorporelles	AJ	AK	
	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL	AM	
	Terrains	AN	AO	
	Constructions	AP	AQ	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	AS	
	Autres immobilisations corporelles	AT	AU	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Immobilisations en cours	AV	AW	
	Avances et acomptes	AX	AY	
	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS	CT	
	Autres participations	CU	CV	
	Créances rattachées à des participations	BB	BC	
	Autres titres immobilisés	BD	BE	
	Prêts	BF	BG	
	Autres immobilisations financières *	BH	BI	
	TOTAL (II)	BJ	BK	
	ACTIF CIRCULANT	STOCKS*	Matières premières, approvisionnements	BL
En cours de production de biens			BN	BO
En cours de production de services			BP	BQ
Produits intermédiaires et finis			BR	BS
Marchandises			BT	BU
CRÉANCES		Avances et acomptes versés sur commandes	BV	BW
		Clients et comptes rattachés (3)*	BX	BY
		Autres créances (3)	BZ	CA
		Capital souscrit et appelé, non versé	CB	CC
		DIVERS	Valeurs mobilières de placement (dont actions propres: 173 9	CD
Disponibilités	CF		CG	
Comptes de régularisation	Charges constatées d'avance (3) *	CH	CI	
	TOTAL (III)	CJ	CK	
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	CW		
	Primes de remboursement des obligations (V)	CM		
	Écarts de conversion actif * (VI)	CN		
	TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)	CO	IA	
Renvois : (1) Dont droit au bail :		(3) Part à moins d'un an des immobilisations financières netes :	CP	
Clause de réserve de propriété : *	Immobilisations :		CR	
		Stocks :		
			Créances :	

Sage France - http://www.sage.fr

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DÉCLARANT

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n°2032.

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

Sage France - http://www.sage.fr

Désignation de l'entreprise		ESR SA		Néant <input type="checkbox"/>	
		Exercice N		Exercice N-1	
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : 3 715 560)	DA	3 715 560	3 715 560	3 715 560
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	DB	6 062 322	6 062 322	6 062 322
	Écarts de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence EK)	DC			
	Réserve légale (3)	DD	193 568	193 568	193 568
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE			
	Réserves réglementées (3) * (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours BI)	DF			
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'œuvres originales d'artistes vivants* EJ)	DG	225 488	225 488	225 488
	Report à nouveau	DH	(8 717 549)	(8 946 453)	(8 946 453)
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	DI	(3 180 525)	228 904	228 904
	Subventions d'investissement	DJ			
	Provisions réglementées *	DK			
	TOTAL (I)	DL	(1 701 137)	1 479 388	1 479 388
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs	DM			
	Avances conditionnées	DN			
TOTAL (II)	DO				
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques	DP	1 067 349	1 112 287	1 112 287
	Provisions pour charges	DQ	727 975	381 819	381 819
	TOTAL (III)	DR	1 795 324	1 494 106	1 494 106
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles	DS			
	Autres emprunts obligataires	DT			
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU	552 239	1 298 819	1 298 819
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI)	DV	65 704	923 018	923 018
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW			
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	3 489 406	5 031 993	5 031 993
	Dettes fiscales et sociales	DY	8 418 664	8 622 128	8 622 128
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ			
Compte régul.	Autres dettes	EA	11 708 182	12 256 235	12 256 235
	Produits constatés d'avance (4)	EB	98 438	77 869	77 869
TOTAL (IV)	EC	24 332 632	28 210 062	28 210 062	
Écarts de conversion passif *	ED				
TOTAL GÉNÉRAL (I à V)	EE	24 426 820	31 183 556	31 183 556	
RENOIS	(1) Écart de réévaluation incorporé au capital	IB			
	(2) Dont { Réserve spéciale de réévaluation (1959) Écart de réévaluation libre Réserve de réévaluation (1976)	IC			
		ID			
		IE			
	(3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *	EF			
(4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG	23 714 690	27 601 083	27 601 083	
(5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH	9 213	29 882	29 882	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts).

3

COMPTES DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (En liste)

Désignation de l'entreprise : ESR SA		Exercice N				Total	Exercice (N-1)	
		France		Exportations et livraisons intracommunautaires				
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises *	FA		FB		FC		
	Production vendue	} biens *	FD		FE		FF	
			} services*	FG	42 744 136	FH		FI
	Chiffres d'affaires nets*	FJ		42 744 136	FK		FL	42 744 136
	Production stockée*					FM		
	Production immobilisée*					FN		
	Subventions d'exploitation					FO	1 000	
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges* (9)					FP	923 840	
	Autres produits (I) (II)					FQ	415 990	
	Total des produits d'exploitation (2) (I)					FR	44 084 967	
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*					FS		
	Variation de stock (marchandises)*					FT		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*					FU		
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*					FV		
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis)*					FW	10 200 519	
	Impôts, taxes et versements assimilés*					FX	1 683 625	
	Salaires et traitements*					FY	22 975 953	
	Charges sociales (10)					FZ	9 515 351	
	DOTATIONS D'EXPLOITATION	Sur immobilisations	}	- dotations aux amortissements*		GA	277 570	
				- dotations aux provisions		GB		
		Sur actif circulant : dotations aux provisions*		GC	90 542			
	Pour risques et charges : dotations aux provisions		GD	842 665				
	Autres charges (12)		GE	3 595				
Total des charges d'exploitation (4) (II)		GF	45 589 820					
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		GG	(1 504 854)					
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée* (III)			GH				
	Perte supportée ou bénéfice transféré* (IV)			GI				
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)			GJ	1 286 000			
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)			GK				
	Autres intérêts et produits assimilés (5)			GL	212 578			
	Reprises sur provisions et transferts de charges			GM	45 403			
	Différences positives de change			GN				
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			GO	7 148			
Total des produits financiers (V)		GP	1 543 981					
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations financières aux amortissements et provisions*			GQ	2 766 378			
	Intérêts et charges assimilées (6)			GR	1 148 675			
	Différences négatives de change			GS				
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			GT	90 227			
	Total des charges financières (VI)		GU	4 005 279				
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)		GV	(2 461 298)					
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)		GW	(3 966 151)					

(RENOIS : voir tableau n° 2053) * Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DÉCLARANT

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

4

COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (suite)

Désignation de l'entreprise		ESR SA		Néant <input type="checkbox"/>		
		Exercice N		Exercice N-1		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion		HA	92 326	24 383	
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *		HB	8 925	2 206 000	
	Reprises sur provisions et transferts de charges		HC			
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)		HD	101 251	2 230 383	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)		HE	53 460	102 520	
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *		HF		2 133 245	
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		HG			
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)		HH	53 460	2 235 765	
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		HI	47 792	(5 382)		
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		HJ				
Impôts sur les bénéfices * (X)		HK	(737 835)	(1 150 809)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)		HL	45 730 199	46 077 762		
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)		HM	48 910 724	45 848 858		
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)		HN	(3 180 525)	228 904		
RENVIS	(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme		HO		
	(2)	Dont { produits de locations immobilières		HY		
		{ produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)		IG		
	(3)	Dont { - Crédit - bail mobilier *		HP	4 365	5 942
		{ - Crédit - bail immobilier		HQ		
	(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)		IH		58 613
	(5)	Dont produits concernant les entreprises liées		IJ		
	(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées		IK		
	(6bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I.)		HX		
	(9)	Dont transferts de charges		A1	70 902	37 132
	(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)		A2		
	(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)		A3		
	(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)		A4		
(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives A6		A9			
(7)	Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) :		Exercice N			
			Charges exceptionnelles		Produits exceptionnels	
Frais pour le personnel et charges sociales			4 353	5 469		
Remboursement salaires par Mutuelle				65 189		
Frais des locaux			9 460	21 669		
Cession immobilisations				8 925		
Amendes et Pénalités + redrest fiscal VALEXA			39 648			
(8)	Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :		Exercice N			
			Charges antérieures		Produits antérieurs	

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DÉCLARANT

Sage France - http://www.sage.fr

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n°2032.

E S R S A

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX

Exercice du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2008

1. PREAMBULE

L'exercice social clos le 31 décembre 2008 a une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 24 426 820 euros.

Le résultat net comptable se traduit par une perte de 3 180 525 euros.

2. FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

Remboursement des dettes sociales et fiscales (CODECHEF)

Le 25 octobre 2006, la société ESR a conclu avec l'administration fiscale un plan de règlement concernant des dettes fiscales et sociales non réglées dans les délais impartis. Les dettes étalées sur une durée de 24 mois s'élèvent pour l'ensemble du groupe ESR à 6 226 milliers d'euros. La société a tenu ses engagements et la dette a été entièrement remboursée en date du 31 décembre 2008.

Dépréciation des titres de participation

Compte tenu de l'analyse des valeurs d'inventaires de ses participations réalisée par la société, une provision pour dépréciation des titres de participations a été constatée pour Lynx d'un montant de K€ 988 et pour Infodesign d'un montant de K€ 1 682. Par ailleurs, une provision pour comblement de passif de K€ 214 a été comptabilisé pour tenir compte de l'engagement de la société envers sa filiale Infodesign.

Transmission universelle de patrimoine au profit de la société ESR

La société GMG Technologie, détenue à 100% par ESR, a fait l'objet d'une dissolution par transmission universelle de patrimoine au profit d'ESR en date du 1^{er} avril 2008. Cette TUP traduit la volonté du groupe de simplifier son organigramme juridique. Cette opération a été réalisée en valeur comptable et a généré un boni de fusion de 210K€, inscrit en résultat financier.

3. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux principes généraux d'établissement et de présentation des comptes annuels définis par le code de commerce et le règlement n° 99-03 du Comité de Règlementation Comptable, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.
- Continuité de l'exploitation

3.1 Continuité de l'exploitation

La société ESR SA est la société mère du groupe ESR. La continuité d'exploitation de la société est liée à celle du groupe ESR dans son ensemble.

Le groupe continue de financer ses besoins de trésorerie d'exploitation quasi-exclusivement par le factoring de ses créances clients. Le volume de trésorerie mobilisable par ce moyen de financement est dépendant de la capacité du groupe à générer du chiffre d'affaires auprès de clients agréés par le factor et à facturer rapidement ce chiffre d'affaires. Par ailleurs, le factor ne couvre le risque d'insolvabilité du client que dans la limite du plafond garanti et sous réserve que les créances ne soient pas contestées.

Le tassement du chiffre d'affaires réalisé par le groupe ces deux dernières années a limité ses possibilités de recours au factoring. En dépit des efforts menés par les dirigeants pour réduire les coûts de structure d'une part, et les délais de facturation des prestations réalisées d'autre part, cette situation a pesé sur la trésorerie du groupe qui reste tendue.

La crise économique actuelle qui touche à des degrés divers l'ensemble des acteurs économiques ajoute une difficulté supplémentaire, dans la mesure où elle pourrait affecter la capacité du groupe à réaliser ses objectifs de croissance et d'amélioration des marges, mais aussi accroître le risque d'insolvabilité de certains de ses clients.

Dans ce contexte, les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008 ont été arrêtés selon le principe de continuité de l'exploitation par le conseil d'administration réuni une première fois le 22 avril 2009.

Postérieurement à cette date, les éléments suivants sont venus dégrader la trésorerie du groupe :

- Après un premier trimestre légèrement supérieur aux attentes, le chiffre d'affaires réalisé en avril et prévu pour mai est inférieur d'environ 10% au budget ;
- Certaines créances remises au factor ont été « définancées » par ce dernier.

Cette situation a conduit les dirigeants du groupe à solliciter auprès de l'administration fiscale l'étalement du paiement de l'échéance de TVA du mois de mai 2009.

Par ailleurs, les dirigeants ont établi de nouvelles prévisions de trésorerie pour l'exercice en cours qui reposent sur les hypothèses suivantes :

- Réalisation d'un chiffre d'affaires stable par rapport à celui de l'exercice 2008, ce qui suppose que le retard cumulé à fin mai soit comblé sur les 7 derniers mois de l'exercice ;
- Maintien des prestations réalisées mais non encore facturées (PNF) à leur niveau du 31 décembre 2008 ;
- Maintien des marges brutes sur affaires ;
- Maintien des frais de personnel à leur niveau budgété ;
- Maintien de l'Euribor à son niveau actuel.

Sur la base de ces hypothèses, les prévisions montrent que le Groupe sera en mesure de faire face à ses échéances mais que la situation de trésorerie restera tendue jusqu'en octobre 2009.

De façon à couvrir d'éventuels aléas, les actions suivantes sont en cours :

- Réduction des retards de paiement clients actuellement anormalement élevés ;
- Recherche d'un financement alternatif pour les clients non garantis par le factor.

Enfin, si ces mesures se révélaient insuffisantes, le Groupe demanderait l'étalement du paiement de certaines charges sociales et fiscales.

Le conseil d'administration s'est réuni à nouveau le 4 juin 2009 afin d'apprécier l'évolution de la situation depuis le 22 avril et d'apporter les compléments d'information jugés nécessaire à l'annexe des comptes et au rapport de gestion. Au cours de cette réunion, le conseil d'administration a confirmé l'arrêté des comptes selon le principe de continuité de l'exploitation.

3.2 Principales méthodes utilisées :

- Immobilisations incorporelles et corporelles : elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de construction lorsqu'elles sont développées en interne.
- Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles : les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire sur la base de leur durée de vie économique.
- Titres de participations : Les titres participations figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition. La valeur d'inventaire d'une participation correspond à sa valeur d'utilité, appréciée en fonction des critères suivants :
 - Capitaux propres
 - Rentabilité et capacité à générer des flux de trésorerie positifs
 - Intérêt stratégique pour le groupe, notamment en termes de référencements clients et de savoir-faire spécifiques.

Lorsque la valeur d'inventaire d'une participation est inférieure à sa valeur d'acquisition, une provision pour dépréciation est constituée à hauteur de la différence. Si la valeur d'inventaire des titres est négative, des provisions complémentaires sont constituées dans l'ordre suivant :

- Dépréciation des créances rattachées (le cas échéant) ;
 - Constitution d'une provision pour risque pour couvrir les engagements d'ESR SA au-delà de la valeur des titres et créances rattachées.
- Créances : elles sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nominale, la valeur d'inventaire étant déterminée en fonction d'éventuels problèmes de recouvrement ou de l'existence de procédures judiciaires ou contentieuses.
 - Provisions pour risques et charges : elles sont constituées pour tenir compte des risques financiers existant à la date de clôture des comptes.
 - Indemnités de départ à la retraite : à leur départ en retraite, les salariés de la société reçoivent une indemnité selon les dispositions de la convention collective dont ils

dépendent. Ces indemnités sont évaluées et comptabilisées en provisions pour risques et charges.

4. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN (chiffres exprimés en K€)

4.1 Bilan Actif

- Actif immobilisé
 - Immobilisations brutes

En K€	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	4 605.3			4 605.3
Immobilisations corporelles	1 223.1	146.7	2.8	1 367.0
Immobilisations financières	17 984.2	35.0	298.4	17 720.8
TOTAL	23 812.5	181.7	301.2	23 693.0

- Amortissements et provisions sur immobilisations

En K€	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	521.8	143.8		665.6
Immobilisations corporelles	685.0	133.7		818.7
Immobilisations financières	5 929.3	2 671.0		8 600.3
TOTAL	7 136.0	2 948.5	0.0	10 084.5

- Immobilisations incorporelles

Valeurs brutes

En K€	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement	0.0			0.0
Concessions et brevets	703.9			703.9
Autres immobilisations incorporelles	0.0			0.0
Fonds de commerce	3 901.4			3 901.4
TOTAL	4 605.3	0.0	0.0	4 605.3

Les immobilisations incorporelles sont composées de licences, de logiciels et de développements externes et internes réalisés dans le cadre de la mise en place du système d'information de la société (intranet et sites Internet).

Le coût de production des développements internes comprend les seuls coûts salariaux (salaires bruts et charges sociales afférentes), au prorata temporis, des personnes travaillant sur les phases de conception, de programmation et d'élaboration de la documentation technique des logiciels. Aucun coût indirect, ni dépenses liées à la formation ne sont intégrés dans le coût de production.

Le coût de production des développements externes est uniquement composé des coûts d'achat directs.

La rubrique « fonds de commerce » est constituée :

- par un fonds commercial lié au rachat de Master Sécurité pour 170,4 K€,
- par le transfert des contrats clients d'ESR Consulting, S.A.S. avant TUP de la société avec ESR SA pour 300 K€,

- le mali technique relatif à la TUP de la société E SYS SAS en 2006 pour 3 431 K€.

Amortissements

En K€	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement				
Concessions, brevets	521.8	143.8		665.6
Autres immobilisations corporelles				
TOTAL	521.8	143.8	0.0	665.6

Modalités d'amortissement

Logiciels : Linéaire 3 à 5 ans

Les logiciels sont amortis à compter de la date de leur mise en service effective sur la durée probable d'utilisation de ces logiciels.

- Immobilisations corporelles :

Valeurs brutes

En K€	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Matériel et outillage	55.4			55.4
Installation agencement	467.9	88.0		555.9
Matériel de transport	257.7	1.5		259.2
Mat. Bureau et Inf., Mobilier	434.5	57.2	2.8	488.9
Œuvres d' art	7.5			7.5
TOTAL	1 223.0	146.7	2.8	1 366.9

Les principaux investissements concernent des acquisitions de matériels informatiques et des installations et agencements de locaux (Lyon et Toulouse).

Amortissements et provisions

En K€	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Matériel et outillage	44.8	5.0		49.8
Installation agencement	113.1	59.5		172.6
Matériel de transport	173.3	24.7		198.0
Mat. Bureau et Inf., Mobilier	354.0	44.5		398.5
TOTAL	685.1	133.7	0.0	818.8

Modalités d'amortissement

Nature des biens immobilisés	Durée d'utilité	Mode
Matériel et Outillage	5 à 10 ans	linéaire
Installation agencements	5 à 10 ans	linéaire
Matériel de transport	4 à 5 ans	linéaire
Matériel de bureau et info	3 à 5 ans	linéaire
Mobilier	5 à 10 ans	linéaire
Œuvres d'art	Non Amorti	

- Immobilisations financières

En k€	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Participations	14 957.2		281.0	14 676.2
Créances rattachées à des participations	2 428.4	6.9		2 435.3
Prêts et autres immob. Financières	598.5	28.1	17.4	609.2
TOTAL	17 984.2	35.0	298.4	17 720.8

Participations

Les mouvements de l'exercice concernent la société GMG Technologies qui a fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine le 1^{er} avril 2008, en faveur de la société ESR SA.

Autres immobilisations financières

Les autres immobilisations financières sont essentiellement constituées de dépôt de garantie et de SICAV nanties.

Provisions pour dépréciation des immobilisations financières

En K€	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Titres de participations	3 504.7	2 670.9		6 175.6
Créances rattachées à des participations	2 424.5			2 424.5
TOTAL	5 929.2	2 670.9	0.0	8 600.1

Une provision pour dépréciation des immobilisations financières a été constatée pour les titres INFODESIGN Communications pour 1 682 551.55 € (soit 100 % de leur valeur) et pour les titres de LYNX TECHNOLOGIE pour 988 424 euros (soit 50 % de leur valeur).

Liste des filiales et participations au 31 décembre 2008

en K€	Capital	autres capitaux propres	% capital détenu	valeur des titres détenus		Prêts consentis par la société	CA HT 2008	Résultat 2008	Dividendes
				Brute	Nette				
SAS INFODESIGN Siret 414 009 357 2, rue de Paris 92190 - MEUDON	128	-342	100%	1 683	0	0	2 029	-298	0
ESR SWITZERLAND 109, chemin du Pont du centenaire CH-1228 Plan-les-ouates GENEVE	344 (500KPCH)	-2 601	100%	3 505	0	2 435	0	-7	0
ESR Télécoms Siret 407 499 144 2, rue de Paris 92190 - MEUDON	2 461	3 303	100%	3 083	3 083	0	27 149	913	890
SERVITIQUE Siret 349 291 708 2, rue de Paris 92190 - MEUDON	96	1 553	100%	4 429	4 429	0	10 301	366	388
LYNX TECHNOLOGIES Siret 418 409 256 2, rue de Paris 92190 - MEUDON	100	-26	100%	988	1 977	0	1 657	23	0

Montants concernant les entreprises avec lesquelles la société a un lien de participation :

En K€	Télécoms	Servitique	Infodesign	G M G	Lynx	Infodesign Suisse
Créances rattachées à des participations						2 435.3
Clients	2 550.3	799.8	529.9		92.0	
Fournisseurs	-1 357.2	-308.3	-193.2		-110.9	
Comptes courants	-7 289.2	-3 167.4	-150.9		1.0	
Production vendue	-4 647.6	-1 211.7	-850.5	-182.4	142.8	
Produits financiers					-2.1	
Autres achats	2 151.5	487.8	471.8	21.1	91.5	
Charges financières	270.4	126.9	11.2	7.8	1.4	

▪ Etat des créances

En K€	Montant brut	A un an	A + un an
De l'actif immobilisé			
créances rattachées à des participations	2 435.3		2 435.3
autres immobilisations financières	609.3		609.3
De l'actif circulant			
créances clients	6 898.4	6 898.4	
autres créances	3 182.9	3 182.9	
charges constatées d'avance	516.9	516.9	
TOTAL	13 642.8	10 598.2	3 044.6

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes de bilan suivants :

K€	Montant
Immobilisations financières	0.0
Clients et comptes rattachés	295.5
Avoirs à recevoir	0.0
Autres créances	166.0
Disponibilités	
TOTAL	461.5

- **Valeurs mobilières de placement**

Portefeuille titres :

Inventaire des valeurs mobilières de placement détenues par ESR à la clôture de l'exercice :

En K€	Prix acquisition	Prix clôture	Valorisation clôture
Actions propres	1.88 €	0.85 €	173 901.94 €

Etat des provisions pour dépréciation des valeurs mobilières de placement:

En K€	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Prov. Dépréciation des actions propres	45.4	95.4	45.4	95.4

- **Charges constatées d'avance**

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur. Elles ont été comptabilisées pour un montant de 517 K€.

4.2 Bilan passif

- **Capitaux propres**

Capital social

Mouvements des titres	Nombre	Val. Nominale (en €)	Capital social (en K€)
Titres en début d'exercice	4 874 542	0.7622	3 715.5
Titres émis			
Titres remboursés ou annulés			
Titres en fin d'exercice	4 874 542	0,7622	3 715.5

Capitaux propres

En K€	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Capital social	3 715.6			3 715.6
Primes d'émission, de fusion	6 062.3			6 062.3
Réserve légale	193.5			193.5
Autres réserves	225.5			225.5
Report à nouveau	-8 946.4	228.9		-8 717.5
Résultat de l'exercice	228.9	-3 180.5	228.9	-3 180.5
TOTAL	1 479.4	-2 951.6	228.9	-1 701.1

▪ **Provisions pour risques et charges**

En K€	A l'ouverture	GMG TUP	Dotations	Reprises		A la clôture
				utilisées	non utilisées	
Provisions pour risques	1 112.3		808.0	548.4	304.6	1 067.3
Provisions pour charges	381.8	97.4	248.7			727.9
TOTAL	1 494.1		1 056.7		304.6	1 795.2

Les provisions pour risques couvrent des risques de litiges salariaux identifiés à la clôture de l'exercice. Ces risques sont valorisés au regard des demandes et des affaires similaires. Les reprises constatées au cours de l'exercice couvrent des coûts supportés au cours de l'exercice.

Les provisions pour risques sont composées de:

Risques prud'hommaux	997.0
Risques sur les loyers des locaux Métropole 19	70.3
TOTAL	1 067.3

Les provisions pour charges correspondent aux provisions pour indemnités de départ à la retraite pour un montant de 513.9 K€ et à une provision pour comblement de passif au 31.12.2008 de la société INFODESIGN Communications pour un montant de 214.1 K€.

▪ **Etat des dettes**

En K€	Montant total	A - 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
emprunts/établissement de crédit	552.2	267.1	285.1	
dettes financières diverses	65.7	65.7		
fournisseurs et comptes rattachés	3 489.4	3 489.4		
dettes fiscales et sociales	8 418.7	8 418.7		
autres dettes	11 708.2	11 708.2		
produits constatés d'avance	98.4	98.4		
TOTAL	24 332.6	24 047.5	285.1	0.0

Les dettes auprès d'établissements de crédit sont uniquement composées d'emprunt auprès des établissements de crédit, la BNP et la SOCIETE GENERALE.

Les autres dettes incluent principalement les comptes courants envers les sociétés du groupe ESR.

Les produits constatés d'avance sont constitués de prestations facturées à terme à échoir.

Charges à payer par postes du bilan:

En K€	Montant
emprunts/établissement de crédit	9.2
dettes financières diverses	0.0
fournisseurs	889.2
avoirs à établir	159.8
dettes fiscales et sociales	3 742.2
autres dettes	0.0
TOTAL	4 800.4

▪ *Accroissements et allègements de la dette future d'impôts*

En K€	Montant	Impôts
Accroissements		
Provisions réglementées		
Subventions à réintégrer au résultat		
Allègements		
<u>Prov. Non déductibles l'année de dotation :</u>		
Contribution sociale de solidarité en 2008	70.6	23.5
Participation des salariés		
Prov. Indemnité départ à la retraite	34.7	11.6
Total des déficits exploitation reportables	19 468.7	6 489.6
Total des amortissements différés		
Total des moins-values à long terme		
TOTAL	19 574.0	6 524.7

5. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

Informations relatives au chiffre d'affaires

Répartition du chiffre d'affaires par zones géographiques :

En K€	2008	%
Paris Ile de France	21 380.0	50.0
Régions	14 637.5	34.2
Refacturations internes	6 726.7	15.7
TOTAL	42 744.2	100.0

Informations relatives au résultat financier

En K€	Produits financiers	Charges financières
Dividendes reçus	1 277.2	
Intérêts sur participations		
Divers produits ou charges financières	210.5	
Ecart de conversion d'actif		
Produits/cessions de valeurs mobilières	0.0	
Charges/cessions de valeurs mobilières		90.2
Intérêts comptes courants et comptes bancaires	10.9	1 148.7
Amortissements et dépréciations des titres	45.4	2 766.4
TOTAL	1 544.0	4 005.3

Informations relatives au compte de résultat exceptionnel

Produits exceptionnels :	101.2 K€
Charges exceptionnelles :	53.5 K€
Résultat exceptionnel :	47.8 K€

Le résultat exceptionnel au 31 décembre 2008 est essentiellement constitué par :

Sorties d'actif	8.9
Pénalités et amendes	-0.9
Remboursements salaires /mutuelle	65.2
Redressement URSSAF VALEXA	-38.7
Divers	13.3
TOTAL	47.8

Ventilation de l'impôt entre résultat courant et résultat exceptionnel :

En K€	Solde au 31.12.2008	Impôt dû	Résultat net
Résultat courant	-3 966.1		-3 966.1
Résultat exceptionnel	47.8		47.8
Impôt		737.8	737.8
TOTAL	-3 918.3	737.8	- 3 180.5

6. AUTRES INFORMATIONS

- Effectif moyen 2008

Effectif moyen	570
Dont hommes	482
Dont femmes	88

- Droit Individuel à la Formation (DIF) :

Le volume d'heures acquises au titre du DIF s'élève à 23 912 au 31.12.2008. Le nombre d'heures utilisées en 2008 est de 1 094.

- Rémunération des dirigeants :

Le montant des rémunérations annuelles versées aux membres du Comité de Direction, intégrant les avantages en nature directs et indirects, s'élève pour l'année 2008 à 984 277€. Le comité de direction est constitué de 9 personnes dont le Président et le Directeur Général.

Le total des rémunérations directes et indirectes versées sur 2008 aux 10 personnes les mieux rémunérées s'élève à 1 269 567.25 euros.

- Indemnité de départ en retraite :

Selon les réglementations et usages en vigueur dans chacun des pays concernés, des avantages complémentaires peuvent être accordés au personnel. Lorsque ces avantages sont susceptibles de donner lieu à prestation future, une provision est calculée selon une méthode d'évaluation actuarielle. ESR S.A. fait appel à un actuaire indépendant pour évaluer ces engagements.

Les provisions comptabilisées dans les comptes correspondent aux indemnités des départs à la retraite.

Les hypothèses actuarielles pour l'année 2008 sont identiques à celles de l'année 2007 :

Taux d'actualisation	5.50 %
Taux d'augmentation salaires	2.00 %
Taux de turn over median	20.00 %.

- Engagements hors bilan:

Créances cédées dans le cadre du contrat d'affacturage non encaissées à la clôture : 6 389.5 K€ TTC.

Autres engagements : les nantissements et les cautions bancaires

NANTISSEMENT DE TITRES

Date	Constituant	Titres Nantis	Créanciers	titres nantis	Sommes garanties
13/12/2005	ESR	Lynx Technologie	BNP	100 000	650 000 €
19/12/2005	ESR	Lynx Technologie	Société Générale	100 000	650 000 €
27/04/2007	ESR	ESR Télécoms	BNP	15 379	864 000 €
27/04/2007	ESR	Servitique	BNP	6 000	864 000 €

NANTISSEMENT DE FONDS DE COMMERCE

Date	Emprunteur	Fonds Nantis	Créanciers	Montant	Échéance
13/12/2005	ESR	ESR	BNP	650 000 €	13/12/2010
19/12/2005	ESR	ESR	Société Générale	650 000 €	19/12/2010

CAUTION BANCAIRE

Date/effet	Cautionné	Bénéficiaire	Cautlon	Montant	Échéance
21/11/2005	ESR	Seb Immobilier invest	Société Générale	208 424.00 €	30/06/2015
10/09/2007	ESR	Alyotech	Société Générale	209 000.00 €	31/12/2010
08/02/2004	ESR	Keter	BNP	69 000.00 €	08/02/2010

Immobilisations détenues en crédit-bail :

Location du parc informatique

N° contrat	Loyer prévisionnel <1 ans	Loyer prévisionnel 1 à 2 ans
20057146	121 868	
20060326	108 816	54 408
20062183	6 200	3 100
20064106	3 768	2 826
	240 652	60 334

Un nouveau contrat a été signé pour l'année 2009.

Les transferts de charges :

Ce poste dans les produits d'exploitation (autres produits) représente 70 902.36 €.

Ce montant concerne des remboursements de salaires selon le détail ci-dessous :

- 52 479.17 €, remboursés par les organismes de formation (Fongécif ou Fafiec),
- 18 423.19 €, remboursés par la mutuelle GMC.

- Informations relatives à l'intégration fiscale

Depuis le 1^{er} janvier 2005, un groupe d'intégration fiscale a été constitué. Au 31 décembre 2005, faisaient partie de ce groupe la société ESR SA et la société ESR Télécoms. Au 31 décembre 2006, les sociétés SERVITIQUE et LYNX Technologie ont été intégrées à ce groupe.

CALCUL DE L'IMPOT GROUPE E.S.R AU 31.12.2008

LIBELLES	E S R	ESR TELECOM	SNS	LYNX	TOTAL GROUPE
BENEFICE FISCAL	-5 048 031.00	1 612 253.00	568 077.00	33 176.00	-2 834 525.00
IMPOT 33.33 %	0.00	537 417.67	189 359.00	11 058.67	0.00
TOTAL	0.00	537 417.67	189 359.00	11 058.67	0.00

DEFICITS A REPORTER	14 420 702.00	31.12.2007
----------------------------	----------------------	-------------------

La rubrique « Impôts sur les bénéfices » est constituée d'un produit de 737 835 €.

Ce produit est composé de :

- impôt ESR TELECOM 537 417 euros
- impôt SERVITIQUE 189 359 euros
- impôt LYNX 11 059 euros.

7. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Au cours de l'exercice 2009, les sociétés INFODESIGN Communications, ESR Télécoms et SERVITIQUE Network Services devraient faire l'objet d'une dissolution par transmission universelle de patrimoine au profit d'ESR. Ces futures TUP traduisent la volonté de simplifier l'organigramme juridique du groupe ESR.



KPMG Audit
1, cours Valmy
92923 Paris La Défense Cedex
France

Tuillet Audit

160, boulevard Haussmann
75008 Paris
France

ESR S.A.

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés**

Exercice clos le 31 décembre 2008
ESR S.A.
2, rue de Paris - 92190 Meudon
Ce rapport contient 51 pages
GL-092-16



KPMG Audit
1, cours Valmy
92923 Paris La Défense Cedex
France

Tuillet Audit

160, boulevard Haussmann
75008 Paris
France

ESR S.A.

Siège social : 2, rue de Paris - 92190 Meudon
Capital social : € 3 715 560

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2008

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société ESR S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note annexe 6.2.3 qui expose les conditions dans lesquelles les comptes consolidés ont été arrêtés selon le principe de continuité de l'exploitation.

2 Justification des appréciations

La crise financière qui s'est progressivement accompagnée d'une crise économique emporte de multiples conséquences pour les entreprises et notamment au plan de leur activité et de leur financement. Ces éléments ont été pris en considération par votre société pour apprécier le caractère approprié de la convention de continuité d'exploitation retenue pour l'établissement des comptes consolidés au 31 décembre 2008 (cf. note annexe 6.2.3). Le manque de visibilité sur le futur crée des conditions spécifiques cette année pour la préparation des comptes consolidés, particulièrement au regard des estimations comptables qui sont requises en application des principes comptables. C'est dans ce contexte que nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance en application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce.

Estimations comptables

- La société procède systématiquement, à chaque clôture, à un test de perte de valeur du goodwill selon les modalités décrites dans la note annexe 6.7. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de perte de valeur ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées et nous avons vérifié que la note 6.7 donnait une information appropriée ;
- La note annexe 6.21 « Méthodes comptables significatives – Impôts sur les résultats » expose les modalités de reconnaissance des impôts différés actifs. Nous avons vérifié la cohérence d'ensemble des données et hypothèses sur lesquelles se fonde l'évaluation des actifs d'impôt différé.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris La Défense, le 5 juin 2009

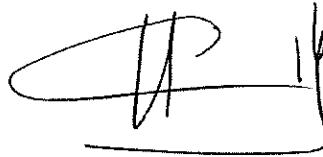
KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Guillaume Livet
Associé

Paris, le 5 juin 2009

Tuillet Audit



Michel Dupin
Associé

Annexe des comptes consolidés

31/12/2008

GROUPE ESR

31/12/2008

SOMMAIRE

Note préalable : L'ensemble des données mentionnées dans les documents de synthèse consolidés est exprimé en K€.

1	BILAN CONSOLIDE	4
2	COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	5
3	ETAT DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISES DANS L'EXERCICE	6
4	TABLEAU DE FINANCEMENT PAR L'ANALYSE DES FLUX DE TRESORERIE	7
5	VARIATION DES CAPITAUX PROPRES – PART DU GROUPE	8
6	NOTES ANNEXES	9
6.1	INFORMATIONS GENERALES	9
6.2	METHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES	9
6.2.1	REFERENTIEL COMPTABLE	9
6.2.2	PRINCIPES DE CONSOLIDATION	10
6.2.3	CONTINUITE D'EXPLOITATION	11
6.2.4	HYPOTHESES ET UTILISATION D'ESTIMATION	12
6.2.5	INFORMATION SECTORIELLE	13
6.2.6	METHODES DE CONVERSION	13
6.2.7	REGROUPEMENT D'ENTREPRISES - GOODWILL	14
6.2.8	INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES	14
6.2.9	COUVERTURE	15
6.2.10	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	15
6.2.11	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	16
6.2.12	DEPRECIATION DES ACTIFS	17
6.2.13	CLIENTS ET AUTRES DEBITEURS	18
6.2.14	TRESORERIE ET EQUIVALENTS	18
6.2.15	AUTRES ACTIFS NON COURANTS	19
6.2.16	ACTIFS NON COURANTS DETENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITES ABANDONNEES ...	20

6.2.17	CAPITAUX PROPRES.....	20
6.2.18	EMPRUNTS PORTANT INTERETS	21
6.2.19	AVANTAGES DU PERSONNEL	21
6.2.20	PROVISIONS	22
6.2.21	FOURNISSEURS ET AUTRES CREDITEURS.....	22
6.2.22	METHODE DE RECONNAISSANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES.....	23
6.2.23	RESULTAT OPERATIONNEL COURANT.....	23
6.2.24	RESULTAT FINANCIER NET	23
6.2.25	IMPOT SUR LE RESULTAT	24
6.2.26	RESULTAT PAR ACTION.....	24
6.2.27	ENDETTEMENT NET	25
6.3	PERIMETRE DE CONSOLIDATION.....	25
6.4	FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE	25
6.5	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES – GOODWILL.....	26
6.6	IMMOBILISATIONS CORPORELLES.....	27
6.7	TESTS DE PERTE DE VALEUR.....	28
6.8	AUTRES ACTIFS NON COURANTS	29
6.9	CLIENTS ET AUTRES DEBITEURS.....	30
6.10	TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE.....	30
6.11	CAPITAUX EMIS ET RESERVES	31
6.12	RESULTAT PAR ACTION	33
6.13	EMPRUNTS PORTANT INTERETS.....	34
6.14	PROVISIONS POUR PENSIONS ET AVANTAGES ASSIMILES	36
6.15	AUTRES PROVISIONS	37
6.16	AUTRES DETTES ET COMPTES DE REGULARISATION (COURANTS ET NON COURANTS)	38
6.17	CHARGES DE PERSONNEL.....	38
6.18	AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION.....	38
6.19	AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELLES	39
6.20	RESULTAT FINANCIER NET	39
6.21	IMPOTS SUR LES RESULTATS.....	39

6.22	TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES.....	40
6.23	INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES.....	41
6.24	ENGAGEMENTS DONNES OU REÇUS.....	41
6.24.1	ENGAGEMENTS DONNES.....	41
6.24.2	ENGAGEMENTS REÇUS.....	42
6.25	PASSIFS EVENTUELS, LITIGES.....	42
6.26	CATEGORIES D'ACTIFS ET DE PASSIFS FINANCIERS.....	43
6.27	RISQUES DE MARCHE.....	44
6.27.1	RISQUES DE CHANGE.....	44
6.27.2	RISQUE DE TAUX.....	44
6.28	RISQUE DE CREDIT.....	44
6.29	RISQUE DE LIQUIDITE.....	45
6.30	EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE.....	45
6.31	AUTRES INFORMATIONS.....	46
6.31.1	HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....	46

1 Bilan consolidé

ACTIFS			
	Notes	31/12/2008	31/12/2007
<i>En milliers d'euros</i>			
Actifs non courants			
Goodwill	6.5	11 014	11 014
Immobilisations incorporelles	6.5	38	182
Immobilisations corporelles	6.6	548	544
Actifs d'impôts différés	6.21	1 268	1 268
Autres actifs non courants	6.8	633	631
Total des actifs non courants		13 502	13 639
Actifs courants			
Créances clients	6.9	25 798	26 380
Créances d'impôt sur les sociétés	6.21	71	71
Autres créances et comptes de régularisation	6.8	2 176	2 638
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6.10	404	1 297
Total des actifs courants		28 451	30 385
TOTAL ACTIFS		41 953	44 024

CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS			
	Notes	31/12/2008	31/12/2007
<i>En milliers d'euros</i>			
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère			
Capital social		3 716	3 716
Primes		6 062	6 062
Réserves non distribuées		(6 421)	(9 046)
Écarts de conversion		(82)	(74)
Résultat - part du groupe		(768)	2 519
Intérêts minoritaires			
Total des capitaux propres		2 507	3 177
Passifs non courants			
Emprunts portant intérêts	6.13	285	609
Provisions pour avantages au personnel	6.14	1 182	1 125
Provisions			
Autres dettes			
Total des passifs non courants		1 467	1 734
Passifs courants			
Emprunts portant intérêts	6.13	17 061	14 123
Provisions	6.15	1 408	1 182
Dettes fournisseurs		2 420	3 630
Autres dettes et comptes de régularisation	6.16	17 089	20 178
Total des passifs courants		37 978	39 113
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		41 953	44 024

2 Compte de résultat consolidé

		Notes 31/12/2008 31/12/2007	
<i>En milliers d'euros</i>			
Prestations de services		73 863	76 529
Produits des activités ordinaires		73 863	76 529
Achats consommés		(131)	(106)
Charges de personnel		(57 448)	(57 118)
Impôts & taxes		(3 242)	(3 096)
Amortissements & provisions		(903)	(995)
Autres produits et charges d'exploitation		(11 028)	(12 635)
Résultat opérationnel courant		1 109	2 580
Autres produits et charges opérationnels		(744)	(4)
RESULTAT OPERATIONNEL		365	2 576
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie			
Coût de l'endettement financier brut		(942)	(830)
Coût de l'endettement financier net	6.20	(942)	(830)
Autres produits et charges financiers	6.20	(71)	(826)
RESULTAT AVANT IMPÔTS		(648)	920
Impôts courants		(120)	(144)
Impôts différés	6.21		1 094
Résultat des activités ordinaires poursuivies		(768)	1 870
Résultat des activités abandonnées			463
RESULTAT DE LA PERIODE		(768)	2 333
Résultat attribuable aux actionnaires de la société mère		(768)	2 519
Intérêts minoritaires		-	(186)
Résultat par action - en euros			
avant dilution		(0,16)	0,52
après dilution		(0,16)	0,52
Résultat par action des activités poursuivies- en euros			
avant dilution		(0,16)	0,39
après dilution		(0,16)	0,39

3 Etat des produits et charges comptabilisés dans l'exercice

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2008	31/12/2007
Résultat net de l'ensemble consolidé	(768)	2 333
Ecart de conversion	(8)	(82)
Ecart actuariels sur indemnités de départ à la retraite	146	243
Autres		13
Résultat net comptabilisé directement en capitaux propres	138	174
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISES AU TITRE DE LA PERIODE	(630)	2 507
Résultat attribuable aux actionnaires de la société mère	(630)	2 507

4 Tableau de financement par l'analyse des flux de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2008	31/12/2007
Résultat net consolidé des activités poursuivies (y compris les intérêts des minoritaires)	(768)	1 870
Résultat net consolidé des activités abandonnées (y compris les intérêts des minoritaires)		463
Dotations nettes aux amortissements et provisions	1 469	873
Charges et produits liés aux stock-options et assimilés	1	114
Autres produits et charges calculés	(648)	(215)
Plus et moins values de cession	(9)	(302)
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôts	45	2 803
Coût de l'endettement financier net	1 020	830
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	1	(950)
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts	1 067	2 684
Impôts versés	(1)	105
Variation du BFR lié à l'activité - y compris dettes liées aux avantages au personnel	(3 366)	(3 118)
Flux net de trésorerie généré par l'activité	(2 300)	(330)
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(144)	(120)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	9	2
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières (dont titres non consolidés)	(22)	(517)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières (dont titres non consolidés)	16	1 123
Encaissements sur cessions de titres consolidés, nets de la trésorerie cédée		1 755
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(141)	2 243
Rachats et ventes d'actions propres	(42)	(57)
Remboursements d'emprunts (y compris contrats de location financements)	(1 586)	(1 293)
Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location financements)	(1 020)	(830)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(2 649)	(2 181)
Incidence des variations des cours des devises		170
VARIATION DE TRESORERIE NETTE	-5 090	-97
Trésorerie d'ouverture	(11 230)	(11 133)
Trésorerie de clôture	(16 320)	(11 230)
Détail de la trésorerie	31/12/2008	31/12/2007
Disponibilités	1 297	2 736
Concours bancaires courants	(35)	(1)
Dettes factor	(12 492)	(13 868)
Trésorerie ou équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	(11 230)	(11 133)
Disponibilités	404	1 297
Concours bancaires courants	(13)	(35)
Dettes factor	(16 711)	(12 492)
Trésorerie ou équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	-16 320	-11 230

5 Variation des capitaux propres – part du groupe

En milliers d'euros	Capital	Primes	Réserves non distribuées	Résultat de la période	Autres		Total des capitaux propres - part du groupe	Intérêts minoritaires
					Ecart de conversion	Actions propres		
Capitaux propres au 31 décembre 2006	3 716	6 062	(3 551)	(5 543)		(247)	428	185
Perles et gains actuariels			243				243	
Variation des écarts de conversion					(74)		(74)	
Autres			6				6	
<i>Résultats reconnus directement en capitaux propres</i>			249		(74)		175	
Résultat net				2 519			2 519	
Produits et charges comptabilisés au titre de la période			249	2 519	(74)		2 694	
Affectation du résultat antérieur			(5 543)	5 543				
Augmentation de capital								
Paiements fondés sur des actions et attributions gratuites d'actions			114				114	
Dividendes								
Opérations sur titres auto détenus			(82)			25	(57)	
Capitaux propres au 31/12/2007	3 716	6 062	(8 823)	2 519	(74)	(222)	3 178	185

En milliers d'euros	Capital	Primes	Réserves non distribuées	Résultat de la période	Autres		Total des capitaux propres - part du groupe	Intérêts minoritaires
					Ecart de conversion	Actions propres		
Capitaux propres au 31/12/2007	3 716	6 062	(8 823)	2 519	(74)	(222)	3 178	
Perles et gains actuariels			145				145	
Variation des écarts de conversion					(8)		(8)	
<i>Résultats reconnus directement en capitaux propres</i>			146		(8)		138	
Résultat net				(768)			(768)	
Produits et charges comptabilisés au titre de la période			146	(768)	(8)		(630)	
Affectation du résultat antérieur			2 519	(2 519)				
Augmentation de capital								
Paiements fondés sur des actions et attributions gratuites d'actions			1				1	
Dividendes								
Opérations sur titres auto détenus			(90)			49	(41)	
Capitaux propres au 31/12/2008	3 716	6 062	-6 247	-768	-32	-173	2 508	

6 Notes annexes

6.1 Informations générales

Le groupe ESR, acteur majeur de la gestion des infrastructures informatiques et télécoms pour les entreprises, est une société anonyme de droit français, constituée en 1987 dont le siège social se situe au 2 rue de Paris à Meudon (92190).

Les états financiers consolidés du groupe ESR pour l'exercice clos le 31 décembre 2008 sont préparés en application des normes comptables internationales IFRS en vigueur à cette date.

Les états financiers consolidés annuels au 31 décembre 2008 reflètent la situation comptable de la société et de ses filiales (ci-après « le Groupe »), ainsi que les Intérêts du Groupe dans les éventuelles entreprises associées et coentreprises.

Les états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2008 sont disponibles sur demande au siège social ou sur www.esr.fr

Le Conseil d'administration a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008 une première fois le 22 avril 2009 et une seconde fois le 4 juin 2009 (cf. note 6.2.3). Ces comptes ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'Assemblée Générale des actionnaires.

Les états financiers consolidés sont établis en euros qui est la monnaie fonctionnelle de la Société. Ils sont présentés en milliers d'euros, arrondis au millier d'euros le plus proche.

ESR SA est la société mère du groupe consolidé ESR qui comprend 6 sociétés au 31 décembre 2008.

6.2 Méthodes comptables significatives

6.2.1 Référentiel comptable

Les états financiers consolidés ont été préparés en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne et avec les interprétations des normes publiées par l'IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

Le groupe ne devrait pas être concerné par les normes dont la date d'application obligatoire est postérieure au 31 décembre 2008 tels que IFRIC 12 « Accords de concession de services », IFRIC 13 « Programmes de fidélisation de la clientèle », IFRIC 14 « IAS 19 - Le plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, les exigences de financement minimal et leur interaction ».

Certaines normes et interprétations adoptées par l'IASB ou l'IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee) ainsi que par l'Union Européenne au 31 décembre 2008 n'ont pas donné lieu à une application anticipée. Cela concerne essentiellement IFRS 8 « Secteurs opérationnels ». L'application anticipée en 2008 de cette norme n'aurait pas modifié de manière substantielle la présentation de l'information sectorielle.

De même, aucune application anticipée n'a été pratiquée pour les amendements de normes IAS 23 « Coûts d'emprunt », IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », la révision IAS 1 « Présentation des états financiers », et la nouvelle interprétation IFRIC 11 « IFRS 2 - Actions propres et transactions intra-groupe ».

Certaines normes, amendements et interprétations adoptées par l'IASB ou l'IFRIC mais non encore adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2008 n'ont pas donné lieu à une application anticipée (Révisions IFRS 3 « Regroupements d'entreprise » et IAS 27 « Etats financiers consolidés et individuels », amendements IAS 32 « Instruments financiers : présentation », amendements IFRS 1 « Première adoption des IFRS » et IAS 27 « Etats financiers consolidés et individuels », IFRIC 15 « Accords pour la construction d'un bien immobilier » et IFRIC 16 « Couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger » et « IFRIC 17 : Distribution d'actifs non monétaires aux actionnaires » et « IFRIC 18 : Transferts d'actifs par des clients »).

6.2.2 Principes de consolidation

Filiales consolidées

Les filiales sont des entreprises contrôlées par le Groupe ESR. Le contrôle existe lorsque le Groupe ESR détient le pouvoir de diriger, directement ou indirectement, les politiques financières et opérationnelles de l'entreprise de manière à obtenir des avantages des activités de celle-ci.

Le contrôle est généralement présumé exister si le Groupe ESR détient plus de la moitié des droits de vote de l'entreprise contrôlée. Les états financiers des filiales significatives sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date du transfert du contrôle effectif jusqu'à la date où le contrôle cesse d'exister.

Entreprises associées

Les entreprises associées sont celles dans lesquelles le Groupe ESR est en mesure d'exercer une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles, mais dont il n'a pas le contrôle. L'influence notable est généralement présumée exister si le Groupe ESR détient au moins 20 % des droits de vote de l'entreprise associée.

Les entreprises associées sont comptabilisées dans le bilan consolidé selon la méthode de la mise en équivalence. Selon cette méthode, la participation du Groupe ESR dans l'entreprise associée est comptabilisée au bilan pour un montant égal à la part du Groupe dans l'actif net de l'entreprise associée.

Les états financiers des entreprises associées sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date où l'influence notable est constatée jusqu'à la date où l'influence notable cesse.

Le périmètre du groupe figure en note 6.3.

Transactions internes au groupe (éliminées dans les états financiers)

Les soldes bilantiels et les transactions intra-groupes ainsi que les profits latents résultant de transactions intra-groupe sont éliminés. Les pertes latentes résultant de transactions intra-groupe ne sont éliminées qu'après vérification effective de l'absence de perte de valeur.

Les gains latents découlant des transactions avec les entreprises associées et les entités sous contrôle conjoint sont éliminés à concurrence des parts d'intérêt du Groupe dans l'entité.

6.2.3 Continuité d'exploitation

Le groupe continue de financer ses besoins de trésorerie d'exploitation quasi-exclusivement par le factoring de ses créances clients. Le volume de trésorerie mobilisable par ce moyen de financement est dépendant de la capacité du groupe à générer du chiffre d'affaires auprès de clients agréés par le factor et à facturer rapidement ce chiffre d'affaires. Par ailleurs, le factor ne couvre le risque d'insolvabilité du client que dans la limite du plafond garanti et sous réserve que les créances ne soient pas contestées.

Le tassement du chiffre d'affaires réalisé par le groupe ces deux dernières années a limité ses possibilités de recours au factoring. En dépit des efforts menés par les dirigeants pour réduire les coûts de structure d'une part, et les délais de facturation des prestations réalisées d'autre part, cette situation a pesé sur la trésorerie du groupe qui reste tendue.

La crise économique actuelle qui touche à des degrés divers l'ensemble des acteurs économiques ajoute une difficulté supplémentaire, dans la mesure où elle pourrait affecter la capacité du groupe à réaliser ses objectifs de croissance et d'amélioration des marges, mais aussi accroître le risque d'insolvabilité de certains de ses clients.

Dans ce contexte, les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008 ont été arrêtés selon le principe de continuité de l'exploitation par le conseil d'administration réuni une première fois le 22 avril 2009.

Postérieurement à cette date, les éléments suivants sont venus dégrader la trésorerie du groupe :

- Après un premier trimestre légèrement supérieur aux attentes, le chiffre d'affaires réalisé en avril et prévu pour mai est inférieur d'environ 10% au budget ;
- Certaines créances remises au factor ont été « définancées » par ce dernier.

Cette situation a conduit les dirigeants du groupe à solliciter auprès de l'administration fiscale l'étalement du paiement de l'échéance de TVA du mois de mai 2009.

Par ailleurs, les dirigeants ont établi de nouvelles prévisions de trésorerie pour l'exercice en cours qui reposent sur les hypothèses suivantes :

- Réalisation d'un chiffre d'affaires stable par rapport à celui de l'exercice 2008, ce qui suppose que le retard cumulé à fin mai soit comblé sur les 7 derniers mois de l'exercice ;
- Maintien des prestations réalisées mais non encore facturées (PNF) à leur niveau du 31 décembre 2008 ;
- Maintien des marges brutes sur affaires ;
- Maintien des frais de personnel à leur niveau budgété ;
- Maintien de l'Euribor à son niveau actuel.

Sur la base de ces hypothèses, les prévisions montrent que le Groupe sera en mesure de faire face à ses échéances mais que la situation de trésorerie restera tendue jusqu'en octobre 2009.

De façon à couvrir d'éventuels aléas, les actions suivantes sont en cours :

- Réduction des retards de paiement clients actuellement anormalement élevés ;
- Recherche d'un financement alternatif pour les clients non garantis par le factor.

Enfin, si ces mesures se révélaient insuffisantes, le Groupe demanderait l'étalement du paiement de certaines charges sociales et fiscales.

Le conseil d'administration s'est réuni à nouveau le 4 juin 2009 afin d'apprécier l'évolution de la situation depuis le 22 avril et d'apporter les compléments d'information jugés nécessaire à l'annexe des comptes et au rapport de gestion. Au cours de cette réunion, le conseil d'administration a confirmé l'arrêté des comptes selon le principe de continuité de l'exploitation.

6.2.4 Hypothèses et utilisation d'estimation

Les comptes consolidés sont établis en réalisant un certain nombre d'estimations et en prenant position sur des hypothèses qui peuvent avoir une incidence sur les actifs et passifs et sur les produits et charges inscrits au bilan consolidé et au compte de résultat consolidé à la date de clôture. Ces estimations sont faites par la direction sur la base de la continuité d'exploitation en fonction d'informations disponibles à la date d'arrêté des comptes. Elles peuvent évoluer en fonction d'événements ou informations nouveaux pouvant remettre en cause les circonstances dans lesquelles elles ont été élaborées. Les résultats réels peuvent donc être différents de ceux attendus.

Elles concernent principalement la comptabilisation d'impôts différés actifs, les tests de valeur sur les actifs et les provisions courantes et non courantes.

La crise financière qui a débuté au cours du second semestre 2008 a créé une période d'incertitude dont il est difficile d'évaluer l'issue et les conséquences à court et moyen terme. Les estimations comptables retenues par la Direction et concourant à la préparation des états financiers au 31 décembre 2008 ont été réalisées dans ce contexte très particulier et très volatil, notamment en ce qui concerne les tests d'impairment réalisés sur les écarts d'acquisition.

6.2.5 Information sectorielle

Un secteur d'activité est une composante distincte d'une entité engagée dans la production de produits ou services liés et exposée à des risques et à une rentabilité différents de ceux des autres secteurs d'activité.

Un secteur géographique est une composante distincte d'une entité engagée dans la fourniture de produits ou services dans un environnement économique particulier et exposée à des risques et à une rentabilité différents des autres secteurs d'activité opérant dans d'autres environnements économiques.

La société opère sur un seul secteur d'activité et les risques de taux de rentabilité sont homogènes quels que soient les produits et services qu'elle offre.

La structure d'organisation interne et de gestion de la société ainsi que son système d'information financière interne sont établis selon ce seul secteur d'activité, considéré comme le premier niveau d'information sectorielle.

6.2.6 Méthodes de conversion

Transactions libellées en devises étrangères

Les transactions en devises étrangères sont converties en euros en appliquant le cours de change en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères à la date de clôture sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture. Les différences de change qui résultent de ces opérations sont comptabilisées en produits ou en charges.

Les actifs et passifs non monétaires évalués au coût et libellés en devises étrangères sont enregistrés et conservés au cours historique en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et passifs non monétaires évalués à la juste valeur et libellés en monnaie étrangère sont convertis en utilisant le cours de change à la date à laquelle la juste valeur a été déterminée.

Etats financiers libellés en devises

Les actifs et passifs des sociétés intégrées au périmètre et exprimés en devises étrangères, sont convertis en euros au cours de change en vigueur à la date de clôture des comptes. Cette conversion s'applique à l'ensemble des éléments bilanciaux y compris les goodwills et les ajustements de juste valeur.

Les produits et les charges de ces sociétés sont convertis en euros au cours de change moyen de l'année. Ce cours moyen est une valeur approchée du cours à la date de transaction en l'absence de fluctuations significatives.

Les écarts de conversion qui en découlent sont comptabilisés directement comme une composante distincte des capitaux propres.

6.2.7 Regroupement d'entreprises - Goodwill

Tous les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en appliquant la méthode de l'acquisition.

Toute différence entre le coût d'acquisition et la quote-part de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs et passifs éventuels est enregistrée en tant que goodwill à l'actif du bilan.

Les intérêts minoritaires sont comptabilisés au prorata de leur détention dans la juste valeur des actifs nets acquis.

Le goodwill est évalué à son coût, diminué du cumul des pertes de valeur. Le goodwill est affecté à des unités génératrices de trésorerie et n'est pas amorti mais fait l'objet d'un test de dépréciation annuel et chaque fois qu'il existe un indice de perte de valeur.

Un goodwill négatif est comptabilisé en produit lorsqu'il ne peut pas être affecté à des charges ou pertes futures identifiables.

En cas de cession d'une entreprise, le goodwill attribué à la filiale est inclus dans la détermination du résultat de cession.

6.2.8 Instruments financiers dérivés

Le Groupe n'utilise pas d'instruments financiers dérivés pour couvrir son exposition aux risques (change ou taux d'intérêts) résultant de ses activités opérationnelles, financières ou d'investissement.

6.2.9 Couverture

Le Groupe n'a pas désigné d'instrument de couverture.

Cette observation est applicable à la couverture de flux de trésorerie, à la couverture d'éléments monétaires et à la couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger.

6.2.10 Immobilisations incorporelles

Conformément aux critères de la norme IAS 38 – Immobilisations incorporelles, seuls les éléments dont le coût peut être estimé de façon fiable et par lesquels il est probable que des avantages économiques futurs iront au Groupe sont comptabilisés en immobilisations incorporelles.

Elles sont essentiellement composées de logiciels (immobilisations à durée de vie finie) qui sont amortis sur la durée d'utilité comprise en fonction de la typologie des logiciels entre 3 et 5 ans de façon linéaire et des frais de développement dès lors qu'ils remplissent l'ensemble des conditions définies par la norme IAS 38.

Les frais de développement pouvant être activés sont représentatifs des coûts qui sont encourus à partir de la date à laquelle l'immobilisation satisfait pour la première fois à tous les critères de comptabilisation présentés ci-dessous :

- La faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou en vente,
- L'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre,
- La capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle,
- La façon dont l'immobilisation génèrera des avantages économiques futurs probables,
- La disponibilité actuelle ou future des ressources nécessaire pour réaliser le projet,
- La capacité à mesurer de manière fiable les dépenses liées à cet actif.

Toutes les dépenses pouvant être directement attribuées ou affectées sur une base raisonnable, cohérente et permanente, à la création, la production et la préparation de l'actif en vue de l'utilisation envisagée sont immobilisées. En sont exclus les coûts de vente, coûts administratifs et frais généraux affectés indirectement par un coefficient. Elles sont amorties sur la durée d'utilité.

Les immobilisations incorporelles sont évaluées selon la méthode du coût amorti (coût historique à la date de comptabilisation initiale majoré des dépenses ultérieures amortissables et diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur constatées).

6.2.11 Immobilisations corporelles

Principes d'évaluations (initiales et ultérieures)

Conformément aux critères d'IAS 16, sont enregistrés en immobilisations corporelles les biens détenus soit pour être utilisés dans la production ou la fourniture de biens et services, soit pour être loués à des tiers, soit pour être utilisés à des fins administratives. Ces biens sont inscrits à l'actif s'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables à cet actif iront au Groupe et si le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût historique d'acquisition minoré des amortissements cumulés et des pertes de valeur éventuelles.

Lorsqu'une immobilisation corporelle a des composantes significatives ayant des durées d'utilités différentes, ces dernières sont comptabilisées séparément. Les dépenses relatives au remplacement ou renouvellement d'une composante d'immobilisation corporelle sont comptabilisées comme un actif distinct, et l'actif remplacé est éliminé.

Les coûts d'entretiens et de réparations sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les autres dépenses ultérieures relatives à une immobilisation corporelle sont comptabilisées à l'actif lorsqu'elles augmentent les avantages économiques futurs de l'actif au-dessus de son niveau de performance défini à l'origine. Toutes les autres dépenses ultérieures sont comptabilisées directement en charges dès qu'encourues.

Contrats de location

Les contrats de location pour lesquels une partie significative des risques et avantages inhérents à la propriété sont effectivement conservés par le bailleur sont classés en contrat de location simple. Les paiements effectués au regard des contrats de cette nature sont comptabilisés en charges de la période dans le compte de résultat.

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location-financement lorsqu'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents y afférent. Ces contrats de location-financement sont alors comptabilisés au plus bas de la juste valeur et de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Les paiements effectués au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette. La charge financière est répartie sur les différentes périodes couvertes par le contrat de location de manière à obtenir le taux d'intérêt effectif (périodique constant sur le solde restant dû au passif au titre de chaque période).

Amortissements

L'amortissement est apprécié sur une base linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée de l'immobilisation corporelle ou du composant concerné.

Les principales durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Installations et agencements divers 5 à 10 ans

Matériel de transport, Matériel de bureau, informatique & Mobilier 5 à 10 ans

Concernant les contrats de location, lorsqu'il n'existe pas de certitude raisonnable que le preneur devienne propriétaire de l'actif à la fin du contrat, l'actif est amorti sur la durée la plus courte entre la durée du contrat de location et sa durée d'utilité.

Les durées d'utilité, les modes d'amortissement et les valeurs résiduelles sont reconsidérés à chaque clôture.

6.2.12 Dépréciation des actifs

Le goodwill, les immobilisations à durée indéterminée ou les immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore prêtes à être mises en service, font l'objet d'une estimation systématique à la clôture de chaque exercice ou à chaque survenance d'indice de perte de valeur.

Une perte de valeur est comptabilisée dès que la valeur comptable de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle il appartient excède sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont comptabilisées dans le compte de résultat.

Au 31 décembre 2008, aucune dépréciation n'est apparue nécessaire.

Valeur recouvrable

La valeur recouvrable d'un actif isolé, c'est-à-dire qui ne génère pas d'entrées de trésorerie indépendantes de celles d'autres actifs, est déterminée pour l'unité génératrice de trésorerie à laquelle il appartient.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre le prix de vente net de l'actif et sa valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est basée sur l'actualisation de flux de trésorerie futurs en fonction d'un taux d'actualisation avant impôts reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques.

Pertes de valeur

Une perte de valeur comptabilisée au titre d'une unité génératrice de trésorerie est affectée d'abord à la réduction de la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'unité génératrice de trésorerie (au groupe d'unités), puis à la réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'unité (du groupe d'unité) au prorata de la valeur comptable de chaque actif de l'unité (du groupe d'unité).

Les pertes de valeur minorent le résultat de l'exercice, au cours duquel elles sont constatées.

Hormis pour les goodwill, les pertes de valeur comptabilisées les années précédentes sont reprises, lorsque l'on constate un changement dans les estimations utilisées.

La valeur comptable d'un actif augmentée d'une reprise de perte de valeur n'excède jamais la valeur comptable qui aurait été déterminée (nette d'amortissement ou de dépréciation) si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour cet actif au cours des années précédentes.

6.2.13 Clients et autres débiteurs

Les créances clients et autres créances commerciales sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, moins les provisions pour dépréciation.

Une provision pour dépréciation est comptabilisée s'il existe une indication objective démontrant que le Groupe n'est pas en mesure de recouvrer l'ensemble des sommes initialement prévues par les termes de la créance. Le montant de la provision pour dépréciation est égal à la différence entre la valeur comptable et la juste valeur des flux de trésorerie futurs actualisés.

6.2.14 Trésorerie et équivalents

Conformément à la norme IAS 7, la trésorerie et équivalents de trésorerie figurant dans le tableau des flux de trésorerie consolidés, comprend la trésorerie (fonds en caisse et dépôts à vue) ainsi que les équivalents de trésorerie (placements à court terme, très liquides, qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur et sans restriction d'utilisation).

Les placements dans des actions cotées, les placements dont l'échéance initiale est à plus de trois mois sans possibilité de sortie anticipée ainsi que les comptes bancaires faisant l'objet de restrictions (comptes bloqués) sont exclus de la trésorerie et des équivalents de trésorerie du tableau des flux de trésorerie.

Les découverts bancaires, étant assimilés à un financement, sont également exclus de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. Le montant figurant à l'actif du bilan dans le poste « trésorerie et équivalent de trésorerie » correspond à la trésorerie et équivalents de trésorerie tels que définis ci-dessus. La trésorerie nette figurant dans le tableau des flux de trésorerie comprend la trésorerie et équivalents de trésorerie diminuée de la dette factor et des découverts bancaires.

6.2.15 Autres actifs non courants

Les autres actifs non courants incluent les éléments suivants :

Titres de sociétés non consolidées

Le Groupe détient des participations dans des sociétés sans exercer d'influence notable ou de contrôle. Les titres de participation dans les sociétés non consolidées sont analysés comme disponibles à la vente et sont donc comptabilisés à leur juste valeur. Si la juste valeur n'est pas déterminable de façon fiable, les titres sont comptabilisés à leur coût diminué des éventuelles pertes de valeur.

La comptabilisation des titres de sociétés non consolidées est la suivante :

- les variations de juste valeur des actifs sont comptabilisées en capitaux propres jusqu'à leur date de sortie ou de dépréciation,
- la dépréciation de ces actifs, en cas d'indication objective de diminution de la juste valeur (notamment baisse significative ou durable de la valeur de l'actif), est comptabilisée en résultat,
- dans le cas où des variations de juste valeur ont été comptabilisées antérieurement en capitaux propres, et s'il existe une indication objective de dépréciation de l'actif, ou en cas de cession des titres, alors la dépréciation ou la sortie des titres doit être comptabilisée en résultat financier et les mouvements antérieurement constatés en capitaux propres également repris.

Prêts et dépôts de garantie

Ils sont comptabilisés au coût amorti diminué des éventuelles pertes de valeur.

6.2.16 Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Les actifs non courants destinés à être cédés sont évalués au montant le plus faible entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

6.2.17 Capitaux propres

Actions propres

En cas d'achat d'instruments de capitaux propres, et quels qu'en soient les motifs, le montant de la contrepartie payée et les coûts de transaction directement imputables sont enregistrés comme une variation de capitaux propres.

Les actions ainsi acquises sont donc déduites du total des capitaux propres, pour leur coût d'acquisition, et classées sous la rubrique « actions propres » jusqu'à leur annulation ou cession ultérieure.

Inversement, le résultat de la cession éventuelle des actions propres est imputé directement en capitaux propres pour l'effet net de l'impôt. La plus ou moins-value ainsi réalisée n'affecte donc pas le résultat de l'exercice.

Dividendes

Les dividendes ne sont comptabilisés en dettes que lorsque leur distribution a effectivement été approuvée par l'Assemblée Générale.

Paiements fondés sur des actions

Le programme d'options sur actions permet aux membres du personnel du Groupe d'acquérir des actions de la Société. Conformément à l'IFRS 2 – Paiements fondés sur des actions, la juste valeur des options attribuées est comptabilisée en charges de personnel en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres.

La juste valeur est évaluée à la date d'attribution et répartie linéairement sur la période au cours de laquelle les membres du personnel acquièrent les droits d'une manière définitive (« Vesting period »). La juste valeur des options est évaluée en tenant compte des termes et conditions des options définis au moment de leur attribution. La valorisation des options servant à l'évaluation de la charge de personnel complémentaire, a été réalisée sur la base du modèle de Black & Scholes.

Le montant comptabilisé en charges est ajusté pour refléter le nombre réel des options acquises sauf si les droits n'ont pas été acquis en raison d'un niveau de prix de l'action en dessous du seuil défini pour l'acquisition des droits.

6.2.18 Emprunts portant intérêts

Les emprunts portant intérêts sont comptabilisés à leur juste valeur diminuée des coûts de transaction y afférent. Ces emprunts restent, pour leur évaluation ultérieure, comptabilisés au coût amorti en fonction de leur taux d'intérêt effectif sur la durée de ces emprunts.

Ils font l'objet d'une répartition entre courant et non courant en fonction de leur échéance (-/+ 12 mois).

Le groupe dispose d'un contrat d'affacturage par lequel il finance tout ou partie de son poste client. Le contrat ne transfère pas la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif. En conséquence, le groupe continue de comptabiliser l'actif financier (positionné en créances clients) en contrepartie d'une dette financière courante assimilée à un découvert bancaire.

6.2.19 Avantages du personnel

Les régimes à cotisations définies

Les régimes à cotisations définies sont les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi au titre desquels le Groupe ESR verse des cotisations définies à une société d'assurance ou fonds de pension externes. Les cotisations sont versées en contrepartie des services rendus par les salariés. Elles sont enregistrées en charges lorsqu'elles sont encourues au même titre, par exemple, que les traitements et salaires. Les régimes à cotisations définies, ne recèlent pas d'engagement futur pour le Groupe. Ils ne donnent donc pas lieu à constitution de provision.

Les régimes à prestations définies

Les régimes à prestations définies concernent les avantages postérieurs à l'emploi qui garantissent à certaines catégories de salariés des ressources complémentaires pour lesquelles le groupe ESR est engagé. Ces engagements font l'objet d'un calcul de provision, effectué en estimant le montant des avantages que les employés auront accumulés en contrepartie des services rendus.

Dans ce cas, le Groupe a l'obligation de payer les prestations convenues aux membres du personnel en activité et aux anciens membres du personnel.

Deux cas de figure peuvent se présenter :

- Le Groupe peut verser des cotisations à une entité distincte, mais devra payer des cotisations supplémentaires (ou payer des prestations non couvertes) si l'entité n'a pas suffisamment d'actifs pour honorer les avantages correspondant aux services rendus par le personnel.
- Le Groupe peut aussi assumer lui-même le versement des prestations et couvrir les avantages à servir par des actifs propres.

Le Groupe suit un régime à prestations définies. Dans ce cadre, il comptabilise ses engagements de retraite selon la méthode des unités de crédits projetées telle que requise par la norme IAS 19 - Avantages au personnel. Cette évaluation intègre des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projections de salaires futurs. L'évaluation de l'engagement a été faite par un actuaire indépendant.

Le Groupe applique la méthode du Sorie qui conduit à imputer en capitaux propres l'évolution de la provision pour indemnités de départ à la retraite due à des écarts actuariels.

La dette reconnue au bilan est la valeur actuelle de l'obligation à chaque date de clôture : la valeur actuelle désigne la valeur actualisée des paiements futurs attendus pour éteindre l'obligation résultant des services rendus au cours de l'exercice et des exercices antérieurs moins la juste valeur des actifs du régime.

6.2.20 Provisions

Une provision est comptabilisée lorsque le Groupe ESR a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, dont le montant peut être estimé de manière fiable, et dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressources représentative d'avantages économiques.

6.2.21 Fournisseurs et autres créditeurs

L'ensemble de ces dettes est enregistré initialement à la juste valeur puis au coût amorti.

Après leur comptabilisation initiale, le groupe ESR évalue au coût amorti tous les passifs financiers autres que ceux détenus à des fins de transactions.

6.2.22 Méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires

Les prestations du groupe sont valorisées dans les conditions suivantes :

La régie : prestations où la valorisation est fonction des moyens mis en œuvre. Le revenu est reconnu au fur et à mesure de la prestation et est égal au temps passé, justifié auprès du client, multiplié par un taux horaire ou journalier.

Prestations de projets et d'infogérance : le chiffre d'affaires lié aux prestations d'infogérance est reconnu au fur et à mesure de la prestation. Les méthodes de détermination du pourcentage d'avancement peuvent inclure à une date considérée :

- L'examen des travaux effectués
- Les services rendus rapportés au total des services à exécuter
- Les coûts encourus rapportés au total des coûts estimés

6.2.23 Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant correspond au résultat opérationnel avant prise en compte des coûts de restructuration, des pertes de valeur des actifs (y compris les goodwill), des plus ou moins value de cession.

Le résultat opérationnel courant est le principal indicateur de performance du Groupe.

6.2.24 Résultat financier net

Les produits provenant des intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat lorsqu'ils sont acquis en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les produits provenant des dividendes sont comptabilisés dans le compte de résultat dès que le Groupe acquiert le droit à percevoir les paiements, soit, dans le cas des titres cotés, à la date de détachement.

Le coût financier net comprend les intérêts à payer sur les emprunts calculés en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, les intérêts à recevoir sur les placements, les produits provenant des autres dividendes, les profits et pertes de change et les profits et pertes sur les instruments de couverture qui sont comptabilisés dans le compte de résultat.

6.2.25 Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat (charge ou produit) comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres. Dans ce dernier cas, il est directement comptabilisé en capitaux propres.

L'impôt exigible correspond au montant estimé de l'impôt dû au titre du bénéfice imposable d'une période, déterminé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les impôts différés sont calculés et pris en compte pour chaque entité fiscale, pour les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs comptabilisés et leur base fiscale correspondante.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôts dont l'application est attendue pour l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les actifs et passifs sont compensés par entité fiscale, sous la tutelle d'une seule et unique autorité fiscale.

Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que lorsqu'il apparaît probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels les pertes fiscales non utilisées pourront être imputées. Les actifs d'impôts ne sont généralement pas comptabilisés sur des sociétés ayant réalisé des pertes fiscales sur les derniers exercices. Ils peuvent toutefois l'être en cas de probabilité de recouvrement estimée suffisante.

6.2.26 Résultat par action

Le résultat par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net (part du Groupe) par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion du nombre moyen des actions ordinaires achetées et détenues à titre d'autocontrôle.

Le résultat dilué par action est calculé en retenant l'ensemble des instruments donnant un accès différé au capital de la société consolidante, qu'ils soient émis par celle-ci ou par une de ses filiales.

La dilution est déterminée instrument par instrument, compte tenu des conditions existant à la date de clôture. Par ailleurs, le résultat net est ajusté afin d'éliminer les effets financiers nets d'impôt correspondant aux instruments dilutifs.

6.2.27 Endettement net

L'endettement net correspond aux dettes financières à court terme et long terme, diminuées de la trésorerie, des placements à court terme, ainsi que des instruments dérivés lorsqu'ils se rapportent à des éléments sous-jacents inclus dans les autres dettes financières nettes.

6.3 Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation du groupe ESR comprend 6 sociétés. La liste complète et les méthodes de consolidation y afférent, sont les suivantes :

Nom	Pays	Numéro de Siren	Pourcentage d'intérêts	Pourcentage de droit de vote	Méthode de consolidation
ESR	France	342 504 412	Société consolidante		Intégration globale
GMG	France	379 426 120	TUP AU 01/04/2008		
ESR Télécoms	France	407 499 144	100%	100%	Intégration globale
Infodesign France	France	414 009 357	100%	100%	Intégration globale
Infodesign Suisse	Suisse	N/A	100%	100%	Intégration globale
Servitique	France	349 219 708	100%	100%	Intégration globale
Lynx Technologies	France	418 409 256	100%	100%	Intégration globale

6.4 Faits marquants de l'exercice

Poursuite du désendettement

Le groupe a poursuivi son effort de désendettement. Les dettes dites CODECHEF (plan de règlement arrêté avec l'administration fiscale concernant des dettes fiscales et sociales non réglées dans les délais impartis pour un montant de 6 226 milliers d'euros à l'origine) sont entièrement remboursées en principal en date du 31 décembre 2008, il en va de même pour l'emprunt consenti par la BNP et qui avait fait l'objet d'un accord particulier.

TUP GMG

La société GMG TECHNOLOGIES, filiale détenue à 100% par ESR, a fait l'objet d'une dissolution par transmission universelle de patrimoine au profit d'ESR, à la date du 1er avril 2008. Cette TUP traduit la volonté de simplifier l'organigramme juridique du groupe ESR.

6.5 Immobilisations incorporelles – Goodwill

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2007	Acquisitions/ Augmentations	Cessions/ Diminutions	Autres	31/12/2008
Valeurs brutes					
Goodwill	11 014				11 014
Frais de développement	704				704
Brevets et licences	16				16
Immobilisations incorporelles en cours	0				0
Total	11 734				11 734
Amortissements / Dépréciations					
Goodwill					
Frais de développement	(522)	(144)			(666)
Brevets et licences	(16)				(16)
Immobilisations incorporelles en cours					
Total	-538	-144			-682
Valeurs nettes comptables					
Goodwill	11 014				11 014
Frais de développement	182	(144)			39
Brevets et licences	(0)				(0)
Immobilisations incorporelles en cours	0				0
Total	11 196	-144			11 053

Au 31 décembre 2007, le tableau de variation des immobilisations incorporelles – goodwill se présentait de la façon suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2006	Acquisitions/ Augmentations	Cessions/ Diminutions	Prix complémentaire Lynx	Autres	31/12/2007
Valeurs brutes						
Goodwill	10 964			50		11 014
Frais de développement	712		(109)		101	704
Brevets et licences	71	101	(55)		(101)	16
Immobilisations incorporelles en cours	92		(92)			0
Total	11 839	101	(266)	50		11 734
Amortissements / Dépréciations						
Goodwill						
Frais de développement	(377)	(16)	43		(172)	(522)
Brevets et licences	(70)	(172)	54		172	(16)
Immobilisations incorporelles en cours						
Total	(447)	(188)	97			(538)
Valeurs nettes comptables						
Goodwill	10 964			50		11 014
Frais de développement	335	(16)	(66)		(70)	182
Brevets et licences	1	(70)	(1)		70	(0)
Immobilisations incorporelles en cours	92		(92)			0
Total	11 392	(87)	(159)	50		11 196

6.9 Clients et autres débiteurs

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2008	31/12/2007
Clients	25 798	26 380
Créances sociales	238	338
Créances fiscales (hors impôt courant)	1 247	1 747
Autres créances	152	87
Charges constatées d'avance	539	466
TOTAL	27 975	29 018

Les créances ne portent pas intérêt et sont en général payable de 30 à 90 jours. Elles n'ont pas à être actualisées.

6.10 Trésorerie et équivalents de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2008	31/12/2007
Trésorerie	404	1 297
Équivalents de trésorerie		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	404	1 297
Dettes factor et découverts bancaires	(16 725)	(12 527)
Trésorerie au sens du tableau de flux	(16 725)	(12 527)
TOTAL TRESORERIE NETTE	(16 321)	(11 230)

6.11 Capitaux émis et réserves

Capital social et prime d'émission

Au 31/12/2008, le capital est composé de 4 874 542 actions ordinaires, entièrement libérées et représentant 3 115 560 euros.

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2008	31/12/2007
Capital	3 716	3 716
TOTAL	3 716	3 716

Actions propres

	31/12/2007	Variations	31/12/2008
Nombre de titres	58 026	34 328	92 354
Valeur (en euros)	222 383	-48 481	173 902
TOTAL	222 383	-48 481	173 902

Écarts de conversion

La variation des écarts de conversion correspond principalement à la baisse du cours du Franc Suisse contre l'Euro.

Plan d'attribution d'actions et de souscription d'actions

Date d'assemblée générale	Plan 29/06/2004	Plan 04/01/2006	Plan 06/01/2008
Prix d'exercice (en euros)	9,47	8,31	8,48
Date d'attribution	22/07/2005	04/01/2006	06/01/2006
Date d'échéance	22/07/2010	04/01/2011	06/01/2011
Condition d'acquisition des droits	2 ans de présence	2 ans de présence	2 ans de présence

	Nombre d'options	Prix moyen pondéré d'exercice	Nombre d'options	Prix moyen pondéré d'exercice	Nombre d'options	Prix moyen pondéré d'exercice
En circulation au 1er janvier 2008	21 500	9,47	50 000	8,31	5 000	8,48
Options attribuées pendant la période						
Options auxquelles il est renoncé pendant la période	6 000				5 000	
Options exercées pendant la période						
Options expirées pendant la période						
En circulation au 31 décembre 2008	15 500		50 000			
Exercable en fin de période						
Durée de vie contractuelle résiduelle	18,7		24,1		24,2	

Les charges liées aux paiements fondés sur des actions se présentent ainsi :

	2008	2007
Charge liée aux paiements en actions	1	114

Les hypothèses de valorisation de la juste valeur des options attribuées lors des exercices précédents sont les suivantes :

Méthode	Black & Scholes
Taux d'intérêt sans risque	3%
Volatilité attendue	25%
Juste valeur moyenne pondérée des options (en euros pour une unité)	2,36 et 3,84

6.12 Résultat par action

Le résultat par action est le suivant :

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2008	31/12/2007
Résultat net attribuable à la société mère pour la période	-768	2 519
Résultat net pris en compte pour la détermination du résultat par action	-768	2 519
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation	4 809 844	4 816 516
Résultat en euros par action	-0,16	0,52

Pour le calcul du résultat par action, les actions propres détenues par le groupe sont retranchées du nombre d'actions en circulation.

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2008	31/12/2007
Résultat net attribuable à la société mère pour la période	-768	2 519
Résultat net pris en compte pour la détermination du résultat dilué par action	-768	2 519
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation retenu pour la détermination du résultat dilué par action	4 809 844	4 816 516
Résultat dilué en euros par action	-0,16	0,52

* Le résultat dilué par action est égal au résultat par action. En effet, compte tenu du cours moyen du titre ESR en 2007 et 2008, aucune option d'achat des plans de stock-options n'est dans la monnaie sur les 2 derniers exercices.

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2007	Augmentation	Diminution	31/12/2008
Dettes auprès des établissements de crédit	609		(324)	285
Emprunts et dettes financières divers			-	
NON COURANT	609	-	(324)	285
Dettes envers les établissements de crédit	660		(402)	258
Passifs liés aux contrats de location financement à moins d'un an			-	
Découvert bancaire	35		(22)	13
Dettes liées à la participation des salariés	66		(8)	59
Intérêts courus non échus	22		(2)	20
Dettes factoring	12 492	4 220		16 712
Emprunts et dettes financières divers	848		(848)	
COURANT	14 123	4 220	(1 281)	17 061
Total	14 732	4 220	-1 605	17 346

6.13 Emprunts portant intérêts

Le Groupe avait obtenu la possibilité de rembourser sur 24 mois à compter du mois de janvier 2007 une ligne de crédit de 864 milliers d'euros. Cette ligne est intégralement remboursée au 31 décembre 2008.

D'autre part, l'actionnaire majoritaire a effectué un apport de 1 500 milliers d'euros en 2006 remboursable sur 24 mois à compter du mois de janvier 2007. Cet apport a été entièrement remboursé au 31 décembre 2008.

Détail par devises

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2008	31/12/2007
euros	17 346	14 732
TOTAL	17 346	14 732

Détail par échéances

<i>En milliers d'euros</i>	< 1 an	1-2 ans
Dettes auprès des établissements de crédit	258	285
Découvert bancaire	13	
Dette liée à la participation des salariés	59	
Intérêts courus non échus	20	
Dettes factoring	16 712	
Emprunts et dettes financières divers		
TOTAL	17 088	258

Détail par nature de taux

- Dettes à long terme

Les intérêts sur les dettes à taux variable sont indexés sur des références monétaires, essentiellement Euribor et Libor.

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2008	31/12/2007
Total taux fixe		
Total taux variable	634	2 240
TOTAL	634	2 240

- Instruments de couverture

Compte tenu du faible encours de dettes à long terme, le Groupe n'a pas jugé nécessaire à ce stade de mettre en place des produits dérivés de taux pour couvrir le risque de taux.

6.14 Provisions pour pensions et avantages assimilés

Introduction

Selon les réglementations et usages en vigueur dans chacun des pays concernés, des avantages complémentaires peuvent être accordés au personnel. Lorsque ces avantages sont susceptibles de donner lieu à prestation future pour le Groupe, une provision est calculée selon une méthode d'évaluation actuarielle. Le Groupe fait appel à un actuaire indépendant pour évaluer ces engagements.

La plupart des sociétés comprises dans le périmètre du groupe ESR correspondent à des entités françaises.

Les provisions comptabilisées dans les comptes correspondent aux indemnités de départs à la retraite.

Le Groupe n'a externalisé aucun actif financier afin de couvrir ces engagements.

Le Groupe comptabilise les pertes et gains actuariels en capitaux propres. Aussi la provision pour pensions correspond à la valeur de l'engagement.

Information financière

<i>En milliers d'euros</i>	N	N-1
Provisions renseignées au bilan		
Montant du passif net au début de l'exercice	1 124	1 183
Coût des services rendus au cours de l'exercice	141	173
Coût financier	62	53
Ecarts actuariels comptabilisés en capitaux propres	-146	-243
Mouvement de périmètre		-42
Prestations versées		
Montant du passif net en fin d'exercice	1 182	1 124
Montant reconnu au compte de résultat (
Coût des services rendus au cours de l'exercice	-141	-173
Charge d'intérêt	-62	-53
Montant inscrit au compte de résultat	-204	-226
provisions à caractère opérationnel	-204	-226
Montant reconnu en autres produits et charges financiers		
Montant inscrit au compte de résultat	-204	-226
Variation des provisions au bilan		
Taux d'actualisation	5,5%	5,5%
Taux d'augmentation des salaires (moyenne)	2,0%	2,0%
Taux de turnover	20,0%	20,0%

Les écarts actuariels générés sur 2008 s'analysent ainsi :

<i>en milliers d'euros</i>		
Analyse des écarts actuariels sur les engagements	2007	2008
(Gains) / Pertes générées sur l'exercice	(243)	(146)
(Gains) / Pertes sur modifications de plan		
Taux d'actualisation	165	
Hausse des salaires		
Mortalité	25	
Rotation des effectifs		
Autres	9	
Total (Gains)/Pertes modifications hypothèses	198	-
(Gains) / Pertes ajust. expérience	(45)	(146)

6.15 Autres provisions

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2007	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	31/12/2008
Provision pour autres risques					
Total non courant					
Provisions pour litiges	1 047	1 078	(584)	(204)	1 337
Provision pour autres risques	135		(65)		70
Total non courant	1 182	1 078	(649)	(204)	1 407
TOTAL	1 182	1 078	-649	-204	1 407

Les provisions pour litiges concernent essentiellement des litiges prud'homaux.

6.16 Autres dettes et comptes de régularisation (courants et non courants)

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2008	31/12/2007
Avances et acomptes		229
Dettes fiscales et sociales (hors impôt courant)	16 206	17 590
Autres dettes	604	232
Dettes Codechef		1 717
Produits constatés d'avance	279	409
TOTAL	17 089	20 178

Compte tenu des échéances inférieures à un an de l'intégralité de ces passifs, la valeur comptable de ces passifs correspond à leur valeur nominale.

Le 25 octobre 2006, le Groupe a conclu avec l'administration un plan de règlement concernant des dettes fiscales et sociales non réglées dans les délais impartis. Le montant du plan se montait à l'origine à 6 226 milliers d'euros sur un échéancier de 24 mois ayant pris effet le 23 novembre 2006. Ce plan a été entièrement remboursé en principal au 31 décembre 2008.

6.17 Charges de personnel

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2008	31/12/2007
Salaires et traitements	40 435	40 408
Charges sociales (dont régimes de pension à cotisations définies)	17 051	16 597
Palement en actions	1	114
TOTAL	57 488	57 118

6.18 Autres produits et charges d'exploitation

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2008	31/12/2007
Sous traitance opérationnelle et achats sur affaires	3 706	3 932
Coût de l'informatique et autres moyens	2 478	2 406
Publicité et relations publiques	296	269
Commissions et honoraires	1 304	1 357
Déplacements missions et réception	2 305	2 504
Divers	939	2 166
TOTAL	11 028	12 635

6.19 Autres produits et charges opérationnelles

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2008	31/12/2007
Autres charges opérationnelles	744	4
TOTAL	744	4

Les autres charges opérationnelles correspondent aux coûts de restructuration de la Direction Commerciale.

6.20 Résultat financier net

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2008	31/12/2007
Produits d'intérêts d'emprunts et de découverts		
Charges d'intérêts d'emprunts et de découverts	(942)	(830)
Coût de l'endettement financier net	(942)	(830)
Dépréciation des actifs disponibles à la vente		
Effets de l'actualisation		
Autres	(71)	(826)
Autres produits et charges financiers	(71)	(826)
TOTAL RESULTAT FINANCIER NET	-1 013	-1 656

6.21 Impôts sur les résultats

Charge d'impôts

La charge d'impôts pour les exercices clos 2007 et 2008 est principalement composée comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2008	31/12/2007
Impôts exigibles	(120)	(144)
Impôts différés		1 094
TOTAL	-120	950

Le rapprochement différé entre la charge d'impôt et le résultat avant impôt :

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2008
Résultat avant impôt	(648)
Taux d'imposition normal applicable en France (%)	33,33%
(Charge) produit d'impôt théorique	216
Incidence des :	
- Non activation des pertes fiscales générées sur l'exercice	(172)
- Effet des autres différences temporelles non activées	(68)
- Différences permanentes	27
- Redressement fiscal	(122)
(Charge) produit d'impôt effectivement constaté	(120)
Taux d'impôt effectif (%)	NA

Les impôts différés actifs et passifs peuvent être détaillés ainsi :

<i>En milliers d'euros</i>	Actifs		Passifs		31/12/2008	Net Impact résultat	31/12/2007
	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2007			
Organic	47	49			47	-2	49
Provision non déductible			32	15	-32	-17	-15
Provision indemnités de départ en retraite	406	387			406	19	387
Activation déficit reportable	3 033	2 861			3 033	172	2 861
Retraitement de crédit-bail							
Autres							
Dépréciation Intragroupes							
Dépréciation des titres auto détenus							
Dépréciation des actifs							
Limitation des IDA	-2 186	-2 013			-2 186	-173	-2 013
IMPÔTS DIFFÉRÉS CALCULÉS	1 300	1 263	32	15	1 268	0	1 268
Provision sur actions propres	(32)	(15)	(32)	(15)	(0)	(1)	0
IMPÔTS DIFFÉRÉS APRES COMPENSATION	1 268	1 268			1 268	0	1 268

Les actifs d'impôt différé sur reports déficitaires et différences temporelles ont été reconnus à hauteur du montant estimé recouvrable à horizon de deux ans, selon le business plan établi par les dirigeants du groupe.

6.22 Transactions avec les parties liées

Les rémunérations et avantages en nature du Président et des membres du comité exécutif se sont élevées à 330 K€.

6.23 Instruments financiers dérivés

Le Groupe n'utilise pas des instruments financiers dérivés pour gérer son exposition aux fluctuations de taux d'intérêt, de cours de change.

6.24 Engagements donnés ou reçus

6.24.1 Engagements donnés

Nantissements de titres

Date	Constituant	Titres nantis	Créanciers	Nombre de titres nantis	Somme garantie
13/12/2005	ESR	Lynx technologies	BNP	100 000	650 000 €
19/12/2005	ESR	Lynx technologies	Société Générale	100 000	650 000 €
27/04/2007	ESR	ESR Télécoms	BNP	15 379	864 000 €
27/04/2007	ESR	Servitique	BNP	6 000	864 000 €

Nantissements de fonds de commerce

Date	Constituant	Fonds nantis	Créanciers	Montant	Echéance
13/12/2005	ESR	ESR	BNP	650 000 €	13/12/2010
19/12/2005	ESR	ESR	Société Générale	650 000 €	13/12/2010

Caution bancaire

Date	Cautionné	Bénéficiaire	Caution	Montant	Echéance
21/11/2005	ESR	Seb immobilier invest.	Société Générale	208 424 €	30/06/2015
10/09/2007	ESR	Alyotech	Palatine	200 000 €	31/12/2010

Caution

Date	Cautionné	Bénéficiaire	Caution	Montant	Echéance
01/10/2000	Infodesign	SNC ISSY RODIN 54	ESR	68 958 €	01/10/2006
08/02/2004	ESR	KETER	BNP	69 000 €	08/02/2010

Contrats de location

Fournisseurs	début	fin	montant annuel	montant restant	< 1 an	1 à 5 ans	+5 ans
G.P.M.		07/02/2010	130	141	130	11	
EDISSIMMO	21/11/2005	20/11/2014	697	4 124	697	2 788	639
HSBC FRENCH OFFL	01/05/2008	30/04/2011	49	114	49	65	
F.T.H	01/09/2000	31/05/2008	28		-		
Foncière Ariane	01/07/2005	30/06/2008	42		-		
			946	4 379	876	2 864	639

Le groupe ESR utilise pour ses besoins d'exploitation des locaux dans différentes implantations. L'engagement total au titre de ces baux jusqu'à leur date d'échéance représente 4.379 milliers d'euros.

Par ailleurs le groupe ESR loue à la société ECS l'ensemble de son parc informatique. L'engagement du groupe au titre de ce contrat jusqu'à son échéance représente 301 milliers d'euros.

N° contrat	Loyer prévisionnel <1 ans	Loyer prévisionnel 1-2 ans
20057146	121 868	
20060326	108 816	54 408
20062183	6 200	3 100
20064106	3 768	2 826
	240 652	60 334

6.24.2 Engagements reçus

Néant.

6.25 Passifs éventuels, litiges

Aucun litige non provisionné à la clôture 2008 ne répond à la définition des passifs éventuels au sens d'IAS 37.

6.26 Catégories d'actifs et de passifs financiers

Le Groupe a défini les principales natures d'actifs et de passifs financiers suivantes :

Au 31 décembre (en milliers d'euros)	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés	Valeur au bilan	Juste valeur
Titres de sociétés non consolidées		X				7	7
Dépôts et investissements à long terme			X			626	626
Autres actifs non courants			X				
Clients			X			25 798	25 798
Autres créances courantes			X			2 248	2 248
Placements à court terme	X						0
Banques	X					404	404
Total actifs financiers	0	0	0	0	0	29 084	29 084
Emprunts				X		543	543
Dettes liées aux contrats de location-financement							
Autres dettes financières à long terme							
Autres dettes financières non courantes							
Découverts bancaires				X		16 725	16 725
Autres dettes financières à court terme				X		78	78
Dettes fournisseurs				X		2 420	2 420
Autres dettes courantes				X		17 089	17 089
Total passifs financiers	0	0	0	0	0	36 855	36 855

Au 31 décembre 2007, les actifs et passifs financiers se présentaient de la façon suivante :

Au 31 décembre (en milliers d'euros)	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés	Valeur au bilan	Juste valeur
Titres de sociétés non consolidées		X				11	11
Dépôts et investissements à long terme			X			620	620
Autres actifs non courants			X				0
Clients			X			26 380	26 380
Autres créances courantes			X			3 734	3 734
Placements à court terme	X						0
Banques	X					1 297	1 297
Total actifs financiers	0	0	0	0	0	32 042	32 042
Emprunts				X		1 269	1 269
Dettes liées aux contrats de location-financement							
Autres dettes financières à long terme							
Autres dettes financières non courantes							
Découverts bancaires				X		12 527	12 527
Autres dettes financières à court terme				X		936	936
Dettes fournisseurs				X		3 630	3 630
Autres dettes courantes				X		20 163	20 163
Total passifs financiers	0	0	0	0	0	38 525	38 525

6.27 Risques de marché

6.27.1 Risques de change

Le Groupe facture l'ensemble de ses prestations en euros ; ses coûts sont également libellés en euros. La seule filiale étrangère du Groupe est la société Infodesign Suisse dont les activités sont en sommeil.

Le financement de cette entité est assuré par un prêt de la société ESR pour 2.4 M€. Cette dette est libellée en euro et à ce titre les différences de change concernant ce prêt intragroupe sont portées en capitaux propres.

6.27.2 Risque de taux

Plus de 99 % de la dette du groupe est à court terme et à taux variable. Compte tenu du faible encours de dettes à moyen terme, le Groupe n'a pas jugé nécessaire de mettre en place des produits dérivés de taux pour couvrir le risque de taux.

Le financement du groupe est assuré essentiellement par la cession de créances à un factor. Le coût de ce financement correspond à Euribor 3 mois plus une marge.

Sensibilité en 2008 : l'encours de crédit à moyen terme se situe à 917 K€ sur l'exercice 2008 ; toute variation de +/- 1% en année pleine par rapport au niveau actuel de l'Euribor se traduirait par une charge ou un produit financier supplémentaire de 9 K€.

L'encours moyen de dette vis-à-vis du factor est de 14 109 K€ ; toute variation de +/- 1% en année pleine par rapport au niveau actuel de l'Euribor se traduirait par une charge ou un produit financier supplémentaire de 141 K€.

6.28 Risque de crédit

Les créances d'exploitation concernent principalement les créances clients.

Le groupe estime qu'il n'est pas exposé à un risque significatif compte tenu de la solvabilité de ses clients. En effet, l'essentiel de la facturation du groupe ESR est faite à destination de groupes de premier plan qui présentent un niveau de défaillance négligeable.

De plus, la politique de cession des créances commerciales auprès d'un factor oblige le groupe à respecter des procédures rigoureuses de sélection des clients.

6.29 Risque de liquidité

Le principal indicateur de liquidité suivi par la direction du groupe est le montant non utilisé des limites de crédits accordées au groupe sous diverses formes et les liquidités disponibles. Le tableau ci-après récapitule la situation d'accès à la liquidité du Groupe au 31 décembre 2008.

<i>En milliers d'euros</i>		En-cours	Limite	Disponible
Factor	Groupe		18 000	
	ESR	6 129		
	ESR TELECOMS	9 098		
	InfoDesign	366		
	Servitique	1 119		
		16 712	18 000	1 288
Emprunt	ESR - BNP	283	283	
	ESR - SG	260	260	
	ESR - BNP	0	0	
		543	543	0
Découvert		13	200	187
Total		17 268	18 743	1 475
Liquidités disponibles		404		

Les échéanciers de liquidité pour les passifs financiers sont présentés en note 6.13.

6.30 Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice

Il n'y a pas eu d'événements importants postérieurs à la clôture.

6.31 Autres informations

6.31.1 Honoraires des commissaires aux comptes

	KPMG				TUILLET			
	Montant HT		%		Montant HT		%	
	N	N-1	N	N-1	N	N-1	N	N-1
Audit								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
Emetteur	87	102	58%	58%	63	73	100%	100%
Filiales intégrées globalement	63	73	42%	42%				
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissariat aux comptes								
Emetteur								
Filiales intégrées globalement								
Sous-Total	150	175	100%	100%	63	73	100%	100%
Audit								
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales Intégrées globalement								
Juridique, fiscal, social								
Autres								
Sous-Total								
Total	150	175	100%	100%	63	73	100%	100%

**RAPPORT DE GESTION SUR LES
COMPTES SOCIAUX DE LA SOCIETE ESR SA
EXERCICE 2008**

I. ACTIVITE DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE

1. Evénements significatifs intervenus au cours de l'exercice

Remboursement des dettes sociales et fiscales (CODECHEF)

Le 25 octobre 2006, la société ESR a conclu avec l'administration fiscale un plan de règlement concernant des dettes fiscales et sociales non réglées dans les délais impartis. Les dettes étalées sur une durée de 24 mois s'élèvent pour l'ensemble du groupe ESR à 6 226 milliers d'euros. La société a tenu ses engagements et la dette a été entièrement remboursée en date du 31 décembre 2008.

Dépréciation des titres de participation

Compte tenu de l'analyse des valeurs d'inventaires de ses participations réalisée par la société, une provision pour dépréciation des titres de participations a été constatée pour Lynx d'un montant de K€ 988 et pour Infodesign d'un montant de K€ 1 682. Par ailleurs, une provision pour comblement de passif de K€ 214 a été comptabilisé pour tenir compte de l'engagement de la société envers sa filiale Infodesign.

Transmission universelle de patrimoine au profit de la société ESR

La société GMG Technologie, détenue à 100% par ESR, a fait l'objet d'une dissolution par transmission universelle de patrimoine au profit d'ESR en date du 1^{er} avril 2008. Cette TUP traduit la volonté du groupe de simplifier son organigramme juridique. Cette opération a été réalisée en valeur comptable et a généré un boni de fusion de 210K€, inscrit en résultat financier.

2. Résultats

Données en K€	2007 (12 mois)	2008 (12 mois)
Chiffre d'affaires	42 765	42 744
Résultat d'exploitation	-169	-1 505
(en % du chiffre d'affaires)	-0,39%	-3,52%
Résultat financier	-747	-2461
Résultat courant avant impôts	-916	-3 966
Résultat exceptionnel	-5	48
Impôt	-1 151	+737
Résultat net	229	-3 181
(en % du chiffre d'affaires)	-0,50%	-7,44%

▪ Chiffre d'affaires et résultat d'exploitation

Le chiffre d'affaires de la société au 31 décembre 2008 s'élève à 42.8 M€, stable par rapport à la même période de 2007.

ESR SA porte une partie des activités opérationnelles du groupe ESR. En 2008, le chiffre d'affaires réalisé par ESR SA pour des clients externes représente 36M€ contre 34.6 M€ en 2007, soit une progression de 4,05%.

Par ailleurs, le chiffre d'affaires réalisé en sous-traitance pour les autres entités du groupe (collaborateurs ESR travaillant sur des contrats clients portés par d'autres entités) ressort à 67 M€.

Enfin, ESR SA assure pour le reste du groupe l'essentiel des fonctions de support et de direction opérationnelle :

- Direction Générale
- Direction Opérationnelle (Divisions, Agences)
- Direction Administrative et Financière
- Direction des Ressources Humaines
- Direction Technique

Au titre de ces prestations, ESR SA refacture une redevance forfaitaire à l'ensemble de ses filiales, équivalente à 5,14 % du CA externe réalisé par ces dernières. En 2008, le montant refacturé auprès des filiales ressort à 1.9 M€.

▪ **Résultat financier**

Le résultat financier d'un montant de - 2 461 K€ au 31 décembre 2008 se décompose ainsi :

En K€	Produits financiers	Charges financières
Divers (TUP GMG Boni)	210,5	
Dividendes	1 277,2	
Intérêts sur participation		
Provisions dépréciations des titres		2 670,9
Provisions pour risque (SN<0)		214,1
Divers : produits/cessions valeurs mobilières		
Charges/cessions valeurs mobilières		90,2
Intérêts comptes courant et comptes bancaires	10,9	934,6
Amortissement et dépréciation de titres	45,4	95,4
TOTAL	1 544	4 005,2

- **Résultat exceptionnel**

Il représente un excédent de 47,8 K€ contre un déficit de 5 K€ en 2007.

Le résultat exceptionnel au 31 décembre 2008 est essentiellement constitué par :

- Sorties Actifs	8,9 K€
- Divers	13,3 K€
- Redressement URSSAF	-38,7 K€
- Remboursements de salaires	65,2 K€
- Pénalités et amendes	- 0,9K€
TOTAL	47,8 K€

- **Impôt sur les sociétés**

La rubrique « Impôts sur les bénéfices est constituée d'un produit de 737,83 K€. Ce produit est décomposé de :

En 2008, les filiales ayant comptabilisé une charge d'impôt sociétés sont :

- Impôts ESR Télécoms	537 417 €.
- Impôts Servitique Network Services	189 359 €
- Impôts LYNX	11 059 €

- **Résultat net**

Le résultat net affiche une perte de 3 180 K€ contre un bénéfice de 229 K€ en 2007.

3. Bilan

en K€	2008	2007	en K€	2008	2007
Immobilisations incorporelles	3 940	4 083			
Immobilisations corporelles	548	538	Fonds propres	(1 701)	1 479
Immobilisations financières	9 120	11 935	Provisions pour risques & charges	1 795	1 494
<i>s/total</i>	<i>13 608</i>	<i>16 676</i>	<i>s/total</i>	<i>94</i>	<i>2 973</i>
Clients	6 898	10 155	Dettes financières (yc groupe)	618	2 222
Autres créances	3 183	2 958	Fournisseurs	3 489	5 032
comptes de régularisation	517	448	Dettes Fiscales et sociales	8 419	8 622
Disponibilités	221	946	Autres dettes	11 807	12 334
<i>s/total</i>	<i>10 819</i>	<i>14 507</i>	<i>s/total</i>	<i>24 333</i>	<i>28 210</i>
Total actif	24 427	31 184	Total passif	24 427	31 184

Une évolution est à souligner, la légère décroissance du poste « autres dettes » qui inclut les comptes-courants envers les sociétés du groupe et la dette à l'égard des organismes sociaux et fiscaux liés au plan du 25 octobre 2006 qui décroît au fur et à mesure des remboursements (cf. commentaires « Poursuite réussie du désendettement »).

4. Détail des sociétés contrôlées au 31 décembre 2008

Données en milliers d'€	Capital	Autres capitaux propres	Quote-part du capital détenu
InfoDesign Communications SAS Siret : 414 009 357 00032 2, rue Paris - 92 190 Meudon APE 721Z	128 K€	-342 K€	100%
ESR Switzerland SA CH 66013629940 23, rue de la Fontenette Carouge 1227 GENEVE	344 K€ 500 KFCH	- 2 601 K€	100 %
ESR Télécoms SAS Siret : 407 499 144 00043 2, rue de Paris - 92190 Meudon APE 741G	2 461 K€	3 303 K€	100 %
Servitique Network Services SAS Siret : 349 291 708 00031 2, rue de Paris - 92190 Meudon APE : 721Z	96K€	1 553 K€	100%
Lynx Technologies SAS Siret : 418 409 256 00041 2, rue de Paris - 92190 Meudon APE : 721 Z	100K€	-26 K€	100 %

5. Activités des filiales

ESR TELECOMS

La situation établie au 31 décembre 2008 se traduit par un résultat bénéficiaire de 913 K€ et par un résultat d'exploitation de 1 813 K€.

A la clôture dudit exercice, le chiffre d'affaires s'élève à 27 149 K€.

De son côté, le résultat financier présente un déficit de - 131 K€, tout comme le résultat exceptionnel, qui présente un déficit de - 203 K€.

On notera qu'à l'actif du bilan, l'actif net immobilisé est de 3 052 K€ et que l'actif circulant s'élève à 12 765 K€. Ce dernier est essentiellement constitué de créances clients et d'avances sur compte courant.

Enfin, on notera qu'au passif du bilan, l'endettement s'élève à 9 593 K€ et qu'il est principalement composé de dettes fournisseurs, fiscales et sociales.

INFODESIGN COMMUNICATIONS

L'exercice clos le 31 décembre 2008 s'est traduit par un résultat déficitaire de -298 K€ et par un résultat d'exploitation de - 292 K€.

Quant au chiffre d'affaires, il s'élève à 2 029 K€.

Par ailleurs, le résultat financier présente un déficit de -8 K€, essentiellement dû au factor.

Enfin, le résultat exceptionnel est quasi nul.

On notera qu'à l'actif du bilan, l'actif net immobilisé est nul. L'actif circulant s'élève à 742 K€ essentiellement constitué de créances clients pour 329 K€ et d'une avance en compte-courant de 151 K€.

Au passif du bilan, l'endettement s'élève à 931 K€, principalement composé de dettes fournisseurs et de dettes fiscales et sociales.

SERVITIQUE NETWORK SERVICES

.L'exercice clos le 31 décembre 2008 s'est traduit par un résultat bénéficiaire de 366 K€.

Le Chiffre d'affaires s'élève à 10 301 K€ à la clôture de l'exercice 2008.

Enfin, les charges d'exploitation se sont élevées à 9 810 K€.

Le résultat d'exploitation est de 497 K€ et le résultat financier est de 42 K€.

A l'actif du bilan, on notera que l'actif net immobilisé est de 4 K€ et que l'actif circulant s'élève à 5 391 K€.

Au passif du bilan, l'endettement s'élève à 3 076 K€.

LYNX TECHNOLOGIES

L'exercice clos le 31 décembre 2008 s'est traduit par un résultat bénéficiaire de 23 K€ et par un résultat d'exploitation de 25 K€.

Le chiffre d'affaires est de 1 657 K€.

Pour ce qui est du résultat financier, il présente une perte de 1 K€.

Le résultat exceptionnel est, quant à lui, de 11 K€.

On notera qu'à l'actif du bilan, l'actif net immobilisé représente 1 K€ et qu'il est principalement composé d'immobilisations financières. L'actif circulant s'élève à 623 K€ essentiellement constitué de créances clients pour 502 K€.

Enfin, au passif du bilan, on mentionnera l'endettement, qui s'élève à 529 K€, et qui s'avère principalement composé de dettes fiscales et sociales et de dettes fournisseurs.

6. Charges non déductibles fiscalement

Les charges réintégréés pour le calcul du résultat fiscal s'élèvent à 153 K€ et concernent principalement :

- l'ORGANIC (C 3 S) pour 71 K€
- La provision de départs à la retraite pour 35 K€.
- La TVTS pour 40 K€
- Les amortissements excédentaires pour 7 K€

II. PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT NET

Le Conseil d'Administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale des actionnaires d'affecter la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2008 s'élevant à 3 180 525 € au poste « Report à nouveau ».

En cas d'adoption de cette proposition, le poste « Report à Nouveau » sera porté de - 8 717 549 € à - 11 898 074 €.

III. INFORMATIONS LEGALES DESTINEES AUX ACTIONNAIRES

▪ Information annuelle sur l'actionnariat

Identité des personnes physiques ou morales	Capital (nombre titres)	Droits de vote
---------------------------------------------	-------------------------	----------------

Personnes physiques détenant plus de 1/10^{ème} des titres

Jean-Guy BARBOTEAU	3 030 319 titres nominatifs (pleine propriété) Soit 62.16 %	6 055 902 Soit 76.23 %
	86 463 titres au porteur Soit 1.77 %	86 463 Soit 1.08 %

Personnes morales détenant plus de 1/20^{ème} des titres

SIS SEGAINTERSTELLE AG	409 544 titres au porteur Soit 8.40 %	409 544 Soit 5.15 %
------------------------	------------------------------------------	------------------------

Aucune autre personne physique ou morale ne détient plus 1/20, 1/10, 1/5, 1/3, 1/2 ou 2/3 du capital social

▪ Evolution du cours de l'action ESR depuis son introduction sur le second marché de la Bourse de Paris

Observation des cours	Cours en € Volumes mensuels de transaction			(suite)	Cours en € Volumes mensuels de transaction			(suite)	Cours en € Volumes mensuels de transaction			(suite)	Cours en € Volumes mensuels de transaction		
	plus haut	plus bas	nombre de titres		plus haut	plus bas	nombre de titres		plus haut	plus bas	nombre de titres		plus haut	plus bas	nombre de titres
1999/05	18,30	17,00	172 818	2001/12	8,50	7,59	4 903	2004/07	12,10	10,91	1 253	2007/02	5,58	5,13	1 453 022
1999/06	19,50	17,99	123 302	2002/01	8,25	5,85	3 520	2004/08	13,00	11,80	555	2007/03	5,40	5,16	261 312
1999/07	18,80	18,00	16 119	2002/02	6,00	3,90	22 298	2004/09	12,00	10,41	4 297	2007/04	5,62	5,35	380 798
1999/08	19,30	17,00	44 625	2002/03	7,50	4,99	12 839	2004/10	12,04	11,00	5 748	2007/05	4,73	4,57	248 538
1999/09	19,20	12,35	26 615	2002/04	8,00	6,95	13 364	2004/11	11,45	9,50	4 417	2007/06	4,05	3,93	240 871
1999/10	12,41	12,41	1893	2002/05	7,50	6,80	9 230	2004/12	10,92	9,80	2 746	2007/07	4,10	3,99	114 798
1999/11	17,00	14,51	27520	2002/06	8,00	6,00	6 784	2005/01	11,00	9,51	3 807	2007/08	3,83	3,66	151 566
1999/12	17,60	15,65	6 647	2002/07	9,00	7,22	9 677	2005/02	11,80	9,50	52 366	2007/09	3,62	3,47	82 363
2000/01	25,46	16,25	79 800	2002/08	8,11	7,38	1 192	2005/03	12,00	10,80	52 961	2007/10	3,96	3,78	194 062
2000/02	32,00	23,09	112 101	2002/09	7,80	6,80	11 384	2005/04	11,80	9,60	98 429	2007/11	3,56	3,45	56 860
2000/03	43,50	26,05	133 636	2002/10	6,98	6,20	3 338	2005/05	10,70	9,90	61 324	2007/12	3,16	3,06	74 675
2000/04	22,75	18,01	21 051	2002/11	7,25	5,00	7 140	2005/06	10,50	9,85	33 901	2008/01	3,05		
2000/05	23,11	18,10	11 230	2002/12	7,30	5,00	13 796	2005/07	10,00	9,80	43 035	2008/02	2,51		

2000/06	19,85	17,20	26 518	2003/01	7,30	6,40	7 347	2005/08	10,35	9,21	55 897	2008/03	2,25
2000/07	18,40	17,50	19 333	2003/02	6,50	6,10	1 231	2005/09	9,90	8,50	73 169	2008/04	2,15
2000/08	18,50	15,77	18 980	2003/03	6,80	5,00	13 733	2005/10	9,62	8,92	13 906	2008/05	2,54
2000/09	19,00	14,76	12 230	2003/04	7,30	6,06	18 969	2005/11	9,47	8,69	23 588	2008/06	2,43
2000/10	16,20	12,83	13 919	2003/05	7,90	6,90	649	2005/12	9,25	7,50	88 060	2008/07	2,00
2000/11	16,02	12,92	8 156	2003/06	8,00	7,50	825	2006/01	10,10	9,20	245 000	2008/08	2,03
2000/12	14,15	12,01	17 153	2003/07	8,20	7,00	5 396	2006/02	10,45	9,60	72 301	2008/09	2,05
2001/01	14,50	13,60	12 568	2003/08	8,20	6,67	2 794	2006/03	11,14	10,09	148 000	2008/10	1,51
2001/02	15,40	13,61	12 232	2003/09	8,45	7,34	1 478	2006/04	11,31	9,50	126 000	2008/11	1,11
2001/03	15,50	13,11	14 448	2003/10	8,30	7,47	4 304	2006/05	11,00	9,00	93 739	2008/12	0,95
2001/04	15,43	14,00	2 991	2003/11	9,20	7,80	4 897	2006/06	10,06	7,32	68 599		
2001/05	14,50	14,00	13 847	2003/12	10,75	8,50	8 235	2006/07	8,00	6,26	21 592		
2001/06	14,11	11,00	27 852	2004/01	11,95	10,50	2 261	2006/08	7,66	5,58	41 589		
2001/07	13,20	9,60	22 273	2004/02	10,50	9,50	3 451	2006/09	6,65	5,13	61 910		
2001/08	14,00	12,99	930	2004/03	12,00	10,00	20 430	2006/10	5,40	3,80	309 000		
2001/09	13,25	9,50	8 170	2004/04	12,98	11,00	5 318	2006/11	5,89	3,57	822 000		
2001/10	10,00	9,00	7 114	2004/05	12,90	11,00	2 737	2006/12	5,90	4,83	354 000		
2001/11	9,90	8,40	17 611	2004/06	12,00	10,40	3 127	2007/01	5,53	5,35	239 524		

▪ **Informations générales**

○ *Informations relatives à la rémunération des dirigeants de la société*

La rémunération du Président, Monsieur Jean-Guy Barboteau, ne comprend qu'une partie fixe qui s'élève pour l'exercice 2008 à 147 731 euros (avantages en nature inclus).

La rémunération du Directeur Général, Monsieur Florent Barboteau comprend une partie fixe qui s'élève à 122 865 euros (avantages en nature inclus) et une partie variable qui s'élève à 38.000 euros au titre de l'exercice 2008.

Le montant des rémunérations annuelles versées aux membres du Comité de Direction, intégrant les avantages en nature directs et indirects, s'élève pour l'année 2008 à 984 277 €. Le comité exécutif est constitué de 9 personnes dont le Président et le Directeur Général

Le total des rémunérations directes et indirectes versées sur 2008 aux 10 personnes les mieux rémunérées s'élève à 1 269 567,25 €.

○ *Autres mandats sociaux exercés par le Président de la société*

NOM	FONCTION	SOCIÉTÉ
Jean-Guy Barboteau	Président du Conseil d'Administration	S.A. ESR Switzerland
	Administrateur	S.A. Barboteau Participations
	Représentant de la société ESR (Président)	SAS InfoDesign Communications
	Représentant de la société ESR (Président)	SAS ESR Télécoms
	Représentant de la société ESR (Président)	SAS Servitique Network Services
	Gérant	S.C.I. Hauts de Rodin
	Gérant	S.C.I. Rodin II
	Gérant	S.C.I. Rodin III
Gérant	S.C.I. Rodin Gestion	

Aucune rémunération ou avantages n'ont été perçus, de manière directe ou indirecte, au titre de ces mandats.

○ *Autres mandats sociaux exercés par les administrateurs*

NOM	FONCTION	SOCIÉTÉ
Anne-Marie Barboteau	Administrateur	S.A. Barboteau Participations

Aucune rémunération ou avantages n'ont été perçus, de manière directe ou indirecte, au titre de ces mandats

○ *Modalités d'exercice de la Direction Générale*

Conformément aux dispositions de la loi NRE, la possibilité de dissocier les fonctions de Président du Conseil d'Administration de celles de Directeur Général a été introduite dans les statuts de la société lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 23 octobre 2003. Le Conseil d'Administration d'ESR a jugé qu'il n'y avait pas lieu de procéder à une telle dissociation, Monsieur Jean-Guy BARBOTEAU assumant les fonctions de Président Directeur Général sans aucune limitation de pouvoirs.

○ *Options de souscriptions d'actions*

Dans le cadre des dispositions de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 8 avril 1999, autorisant l'attribution d'options de souscription d'actions ESR par la société à ses salariés, le Conseil d'Administration du 1^{er} août 2000 a consenti une tranche de 50.000 options de souscription d'actions à l'ensemble de ses salariés ayant une présence dans l'entreprise d'au moins 6 mois à la date du Conseil d'Administration.

Modalités d'attribution :

- Salariés cadres : 100 options
- Salariés non cadres : 75 options
- Cours d'attribution : 16,99 €

Ce premier plan a pris fin depuis le 1^{er} août 2005 et aucune option n'a été exercée.

Le Conseil d'Administration du 16 janvier 2001 a consenti, au cours de 12,95 €, une nouvelle tranche de 82.000 options de souscription d'actions à certains cadres commerciaux et dirigeants ainsi qu'aux salariés ayant une présence dans l'entreprise d'au moins 6 mois au 16 janvier 2001 et qui n'avaient pas perçu d'options lors de la première tranche du 1^{er} août 2000 (modalités de répartition entre cadres et non cadres identiques).

Au 31 décembre 2006, ce plan avait pris fin et aucune option n'avait été exercée

Le conseil d'Administration du 8 mars 2002 a consenti, au cours de 4,33 €, une nouvelle tranche de 172 500 options de souscription d'actions à certains cadres commerciaux et dirigeants. Ce plan a expiré au 8 mai 2007.

Au 31 décembre 2008, le nombre d'actions pouvant être souscrites par les salariés encore présents dans l'entreprise est nulle, un salarié avait exercé son droit de souscription de 25 000 actions.

Le Conseil d'Administration du 6 janvier 2004 a consenti, au cours de 8,79€, une nouvelle tranche de 49.000 options de souscription d'actions à certains cadres commerciaux et dirigeants.

Au 31 décembre 2008, le nombre d'actions pouvant être souscrites par les salariés encore présents dans l'entreprise était de 26 000.

Dans le cadre des dispositions de l'Assemblée Générale Mixte du 29 juin 2004, autorisant l'attribution d'options de souscription d'actions ESR par la société à ses salariés, le Conseil d'Administration du 22 juillet 2005 a consenti, au cours de 9,47€, une nouvelle tranche de 57.500 options de souscription d'actions à certains cadres commerciaux et dirigeants.

Au 31 décembre 2008, le nombre d'actions pouvant être souscrites par les salariés encore présents dans l'entreprise était toujours de 15 500.

Le Conseil d'Administration du 4 janvier 2006 a consenti, au cours de 8,31 €, une nouvelle tranche de 90 000 options de souscription d'actions à certains cadres commerciaux et dirigeants.

Au 31 décembre 2008, le nombre d'actions pouvant être souscrites par les salariés encore présents dans l'entreprise était de 50 000.

Le Conseil d'Administration du 6 janvier 2006 a consenti, au cours de 8,48 €, une nouvelle tranche de 5 000 options de souscription d'actions à certains cadres commerciaux et dirigeants.

Au 31 décembre 2008, le nombre d'actions pouvant être souscrites par les salariés encore présents dans l'entreprise était de 0.

Tableau récapitulatif des titres donnant accès au capital

	OPTIONS DE SOUSCRIPTIONS D'ACTIONS		
	Plan d'options 3	Plan d'options 4	Plan d'options 5
Date Assemblée Générale	08/04/1999	08/04/1999	29/06/2004
Date Conseil d'Administration	08/03/2002	06/01/2004	22/07/2005
Nombre total d'actions pouvant être souscrites	67 500	26 000	15 500
Nombre de personnes concernées	3	7	12
Nombre de dirigeants concernés	1	1	0
Point de départ de l'exercice des options	08/09/2004	06/07/2006	22/07/2007
Date d'expiration	08/03/2007	06/01/2009	22/07/2009
Prix de souscription	4,33 €	8,79 €	9,47 €
Nombre d'actions souscrites au 31/12/2008	25 000	0	0
	Plan d'options 6	Plan d'options 7	
Date Assemblée Générale	04/01/2006	06/01/2006	
Date Conseil d'Administration	04/01/2011	06/01/2011	
Nombre total d'actions pouvant être souscrites	50 000	0	
Nombre de personnes concernées	2	0	
Nombre de dirigeants concernés	0	0	
Point de départ de l'exercice des options	05/01/2011	06/01/2011	
Date d'expiration	05/01/2013	05/01/2013	
Prix de souscription	8,31 €	8,48 €	
Nombre d'actions souscrites au 31/12/2008	0	0	

o *Autorisation d'acquisition par la Société de ses propres actions*

L'AGE du 24 octobre 2005 a autorisé la société à acquérir ses propres actions à concurrence d'un montant maximal de 6,3 % du nombre des actions composant le capital social de la Société soit 305 405 actions.

Le prix minimum de vente est de 9,21 € et le prix maximum d'achat de 13 €. Cette autorisation a été donnée pour une durée de 18 mois soit jusqu'au 24 avril 2007.

A partir du 25 octobre 2005 et pour une durée de deux ans renouvelable par tacite reconduction par périodes de un an, la société ESR a confié à la société INTERNATIONAL CAPITAL BOURSE, la mise en œuvre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AEFI du 14 mars 2005 approuvée par la décision de l'Autorité des Marchés Financiers du 22 mars 2005.

Pour la mise en œuvre de ce contrat, les moyens suivants ont été affectés au compte de liquidité :

- 10 000 titres ESR
- 100 000 €.

o *Inventaire des valeurs mobilières de placement détenues par ESR à la clôture de l'exercice*

Valeur (€)	Prix d'acquisition	Valeur à la clôture	Valeur à la clôture
ACTIONS PROPRES	1.88	0.85	173 902
TOTAL			173 902

○ *Distribution des dividendes*

Exercice	Distribution totale	Dividendes par actions	Avoir fiscal par actions
2006	0	0	0
2005	0	0	0
2004	0	0	0

○ Informations sociales 2008 de ESR SA

Effectifs	
Effectifs total ayant perçu des salaires en 2008	806
Effectifs permanents 2008	564
Salariés sous C.D.D. y compris Contr.Apprenti et qualif. (1)	16
Nombre de salariés sous contrat à durée indéterminée (1)	548
(1) Effectifs présents au 31 décembre 2008	
Répartition de l'effectif total (1) selon la nationalité	
Français	530
Autres Nationalités	34
Totaux	564
(1) Effectifs présents au 31 décembre 2008	
Travailleurs extérieurs	
Nombre de salariés appartenant à une entreprise extérieure (1)	9
Nombre de stagiaires (1)	8
Nombre de travailleurs temporaires (1)	30
(1) Effectifs présents au 31 décembre 2008	
Handicapés	
Nombre d'handicapés connus au 31 décembre 2008	3
Nombre d'handicapés au 31 décembre 2007 suite à Accidents intervenus au sein du périmètre Groupe	0
	0
Rémunérations	
Masse salariale	21 680 K€
Rémunération brute moyenne mensuelle (1)	
Montant des 10 rémunérations les plus élevées (1)	1 269 K€
Rapport entre les 10 rémunérations les plus élevées et les 10 rémunérations les moins élevées (1)	
(1) Effectifs permanents 2008	
Montant des versements effectués à des entreprises extérieures pour mise à disposition de personnel :	
Entreprises de travail temporaire	2 060 K€
Autres Entreprises ou travailleurs indépendants	1 638 K€
Charges salariales globales	
Frais de personnel (A)	K€
Chiffre d'affaires (B)	42 800 K€
Ratio A / B	
(1) Effectifs présents au 31 décembre 2008	

Participation Financière des Salariés	
Montant Global de la Réserve de Participation	0
Montant Moyen de la participation par salarié bénéficiaire	0
Formation Professionnelle Continue	
Montant des dépenses de formation (*)	488 578
Pourcentage de la Masse Salariale	2.24%
Nombre de Stagiaires	178
Nombres d'heures de Stage	7 420
(*) coût pédagogique + coût salarial chargé + frais divers	
Participation Financière au Comité d'Entreprise	
Œuvres Sociales et Culturelles (0,3 % de la MS)	65 042
Budget de Fonctionnement (0,2 % de la MS)	43 361

○ *Informations sur les risques*

Risques sociaux

Le groupe est engagé dans un certain nombre de procès ou de litiges. Les charges pouvant en découler, estimées probables, ont fait l'objet de provisions pour risques et charges comptabilisées à la clôture de l'exercice. Il n'existe aucun autre litige connu de la Direction, né avant la date de clôture, et comportant des risques significatifs susceptibles d'affecter le résultat ou la situation financière du Groupe, qui n'ait fait l'objet des provisions estimées nécessaires.

Risques de change et risques pays

La société n'est pas exposée à ce type de risque, les prestations export réalisées par les salariés d'ESR étant toutes facturées en € auprès de clients français.

Risques clients

La société ESR ne travaillant quasi exclusivement qu'avec des clients grands comptes, les risques d'impayés sont très faibles. Les créances pour lesquelles il existe des risques de non recouvrement sont provisionnées dans les comptes de la société.

De même, ESR s'est toujours attachée à veiller à une répartition équilibrée de son chiffre d'affaires par clients et par secteurs d'activité, ce qui limite l'exposition au risque de défaillance d'un client particulier ou d'arrêt d'un secteur d'activité de l'économie.

Sur 2008, le chiffre d'affaires réalisé avec notre premier client représente 16.58 % du chiffre d'affaires de ESR et celui réalisé avec les 10 premiers s'établit à 23.7 M€, soit 65.26 % du total du chiffre d'affaires de ESR. Attentif à maintenir une répartition équilibrée de son chiffre d'affaires, ESR a engagé depuis plusieurs mois une stratégie de développement commercial axée vers de nouveaux métiers et de nouveaux clients, d'acquisition de fonds et de rapprochement avec d'autres sociétés afin d'augmenter et diversifier son portefeuille client.

Sur l'année 2008, les 10 premiers clients d'ESR SA sont : FRANCE TELECOMS, IBM, EDS, BOUYGUES TELECOMS, NOKIA, BNO, CSC, CDC, EDF.

Risques liés à l'environnement et actions d'ESR en matière de développement durable

Du fait de la nature même de son activité, la prestation de service, ESR est très peu exposée à la législation et aux risques en matière environnementale. Cependant, la société s'est toujours attachée à respecter et à faire respecter les législations et réglementations applicables au niveau national, européen et international (notamment lois, directives, conventions ou traités) en matière de respect de l'environnement et du respect des droits des personnes.

Selon la définition figurant dans le rapport de la Commission Brundtland intitulé "Notre avenir à tous", le développement durable est un développement qui répond aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité de satisfaire les besoins des générations futures. Centrée au départ sur la protection de l'environnement, l'acception du concept s'est élargie à la qualité des relations entre tous les acteurs de la société. Ainsi l'équité, la cohésion sociale et des pratiques économiques saines sont devenues des composantes essentielles du développement durable.

Les trois règles d'ESR dans son engagement en faveur du développement durable sont les suivantes :

- assumer notre responsabilité vis-à-vis de la société civile
- être pour nos clients un partenaire efficace et fiable
- être pour nos salariés un employeur qui valorise les compétences

En particulier, la satisfaction du client est constamment au centre des préoccupations de notre entreprise. Nous avons pour souci de répondre de façon très précise aux besoins exprimés, et la déontologie est chez nous un principe fondamental.

Au cours de l'année 2008, ESR a pris de nombreux engagements en faveur de l'environnement dans le cadre de contrats de collaboration signés avec ses clients. Grâce aux efforts conjugués des salariés et de la direction, l'activité du comité d'entreprise a connu un nouvel essor. Un effort de formation ciblé sur les nouvelles technologies a permis de remettre à niveau les compétences d'un certain nombre d'employés dont les acquis risquaient de se trouver, à court terme, en décalage avec les demandes du marché.

Pour 2008, l'action d'ESR comprendra la poursuite de la sensibilisation du personnel aux questions d'environnement et une optimisation de l'effort de formation.

Assurances et couverture des risques

La société ESR et ses filiales bénéficient d'une garantie couvrant sa responsabilité civile chef d'entreprise et professionnelle. Le montant maximum garanti à ce titre est de 30 000 000 € par année d'assurance.

La société bénéficie également d'une garantie couvrant les dommages à l'ensemble des installations informatiques à hauteur d'une valeur de remplacement à neuf hors taxe de 1.000.000 €.

La société n'a pas souscrit d'assurance pour pertes d'exploitation.

A la connaissance de la société, il n'existe pas de litige, arbitrage ou fait exceptionnel susceptible d'avoir ou ayant eu dans un passé récent une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la société et du groupe.

IV. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Au cours de l'exercice 2009, les sociétés IFODESIGN Communications, ESR Télécoms et SERVITIQUE Network Services devraient faire l'objet d'une dissolution par transmission universelle de patrimoine au profit d'ESR. Ces futures TUP traduisent la volonté de simplifier l'organigramme juridique du groupe ESR.

Continuité d'exploitation

La société ESR SA est la société mère du groupe ESR. La continuité d'exploitation de la société est liée à celle du groupe ESR dans son ensemble.

Le groupe continue de financer ses besoins de trésorerie d'exploitation quasi-exclusivement par le factoring de ses créances clients. Le volume de trésorerie mobilisable par ce moyen de financement est dépendant de la capacité du groupe à générer du chiffre d'affaires auprès de clients agréés par le factor et à facturer rapidement ce chiffre d'affaires. Par ailleurs, le factor ne couvre le risque d'insolvabilité du client que dans la limite du plafond garanti et sous réserve que les créances ne soient pas contestées.

Le tassement du chiffre d'affaires réalisé par le groupe ces deux dernières années a limité ses possibilités de recours au factoring. En dépit des efforts menés par les dirigeants pour réduire les coûts de structure d'une part, et les délais de facturation des prestations réalisées d'autre part, cette situation a pesé sur la trésorerie du groupe qui reste tendue.

La crise économique actuelle qui touche à des degrés divers l'ensemble des acteurs économiques ajoute une difficulté supplémentaire, dans la mesure où elle pourrait affecter la capacité du groupe à réaliser ses objectifs de croissance et d'amélioration des marges, mais aussi accroître le risque d'insolvabilité de certains de ses clients.

Dans ce contexte, les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008 ont été arrêtés selon le principe de continuité de l'exploitation par le conseil d'administration réuni une première fois le 22 avril 2009.

Postérieurement à cette date, les éléments suivants sont venus dégrader la trésorerie du groupe :

Après un premier trimestre légèrement supérieur aux attentes, le chiffre d'affaires réalisé en avril et prévu pour mai est inférieur d'environ 10% au budget ;

Certaines créances remises au factor ont été « définancées » par ce dernier.

Cette situation a conduit les dirigeants du groupe à solliciter auprès de l'administration fiscale l'étalement du paiement de l'échéance de TVA du mois de mai 2009.

Par ailleurs, les dirigeants ont établi de nouvelles prévisions de trésorerie pour l'exercice en cours qui reposent sur les hypothèses suivantes :

Réalisation d'un chiffre d'affaires stable par rapport à celui de l'exercice 2008, ce qui suppose que le retard cumulé à fin mai soit comblé sur les 7 derniers mois de l'exercice ;

Maintien des prestations réalisées mais non encore facturées (PNF) à leur niveau du 31 décembre 2008 ;

Maintien des marges brutes sur affaires ;

Maintien des frais de personnel à leur niveau budgété ;

Maintien de l'Euribor à son niveau actuel.

Sur la base de ces hypothèses, les prévisions montrent que le Groupe sera en mesure de faire face à ses échéances mais que la situation de trésorerie restera tendue jusqu'en octobre 2009.

De façon à couvrir d'éventuels aléas, les actions suivantes sont en cours :

Réduction des retards de paiement clients actuellement anormalement élevés ;

Recherche d'un financement alternatif pour les clients non garantis par le factor.

Enfin, si ces mesures se révélaient insuffisantes, le Groupe demanderait l'étalement du paiement de certaines charges sociales et fiscales.

Le conseil d'administration s'est réuni à nouveau le 4 juin 2009 afin d'apprécier l'évolution de la situation depuis le 22 avril et d'apporter les compléments d'information jugés nécessaire à l'annexe des comptes et au rapport de gestion. Au cours de cette réunion, le conseil d'administration a confirmé l'arrêté des comptes selon le principe de continuité de l'exploitation.

V. ANNEXES

▪ Tableau des résultats des cinq derniers exercices :

EN K€	2004	2005	2006	2007	2008
I. Capital en fin d'exercice					
Capital social	3 110	3 656	3 716	3 716	3 716
Nombre des actions ordinaires existantes	4 080 000	4 796 315	4 874 542	4 874 542	4 874 542
Nombre des actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote) existantes					
Nombre maximal d'actions futures à créer					
<ul style="list-style-type: none"> • Par conversion d'obligation • Par exercice de droits de souscription 	126 075	467 670	134 000	83 500	
II. Opération et résultat de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxes	31 478	33 798	34 750	42 765	42 744
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotation aux amortissements et provisions	3 430	-794	-7 538	-606	-889
Impôts sur les bénéfices	-146	-638	-738	-1 151	-738
Participation des salariés due au titre de l'exercice	0	0	0	0	0
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	4 584	80	-7 182	228	-3 181
Résultat distribué	0	0	0	0	0
III. Résultats par action					

Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotation aux amortissements et provisions	0,84	-0,16	- 1,54	- 0,12	0.18
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	1,12	0,02	- 1,47	0,043	0,65
Dividende attribué à chaque action	0	0	0	0	0
IV. Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	350	456	513	534	570
Montant de la masse salariale de l'exercice	13 450	17 498	21 920	20128	21 680
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvres sociales, etc ...)	6 200	7 899	8 962	8 711	9 409

▪ **Honoraires des commissaires aux comptes :**

00

en K€	Tuliet		KPMG	
	2008	2007	2008	2007
Audit Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	62 500	73 000	87 000	102 000
Missions accessoires *				
Sous-total	62 500	73 000	87 000	102 000
Autres prestations (le cas échéant)				
Total	62 500	73 000	87 000	102 000

* Les honoraires de Missions accessoires concernent des services entrant dans le champ de prestations habituellement rendues dans le prolongement de la mission de Commissariat aux comptes.

Le Président du Conseil d'Administration

**RAPPORT DE GESTION SUR LES
COMPTES CONSOLIDES DU GROUPE ESR
EXERCICE 2008**

▪ Renouvellement des équipes commerciales

Le tassement de l'activité en 2008 est né d'une insuffisante vitalité commerciale dont ESR a fait le constat fin 2007, avant d'engager un profond renouvellement des équipes commerciales.

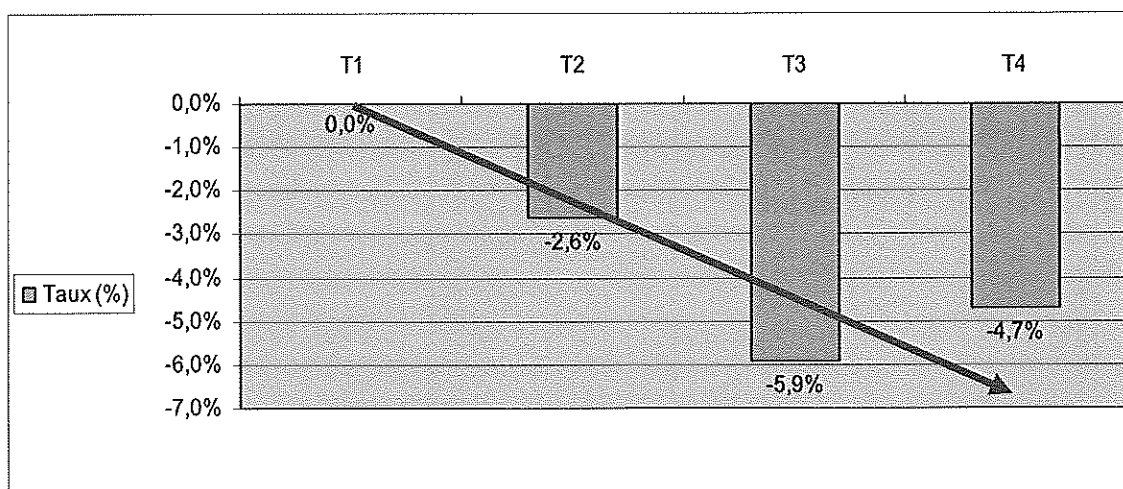
Les décroissances de chiffre d'affaires se sont ainsi établies comme suit :

1^{er} trimestre : 0,0 %

2^{ème} trimestre : - 2,6 %

3^{ème} trimestre : - 5,9 %

4^{ème} trimestre : - 5,2 %



Cette refonte a été menée à bien au cours de l'été, pesant momentanément sur la capacité du groupe à générer de nouveaux contrats. Plusieurs grands référencements ont cependant été remportés au cours de l'exercice auprès de clients majeurs parmi lesquels, dernièrement, un nouvel opérateur télécoms et deux grands groupes du secteur de l'énergie.

Ce renouvellement d'équipes, entamé au 3^{ème} trimestre 2008, s'est achevé en fin d'année et s'est ainsi déjà traduit par une inflexion plus positive des perspectives d'activité en fin d'exercice.

Une direction « Infogérance » a également été créée pour répondre à la forte demande exprimée par les clients du groupe et ouvrir ainsi de nouvelles perspectives de développement.

▪ Désendettement

Le désendettement est également resté une mesure prioritaire de l'exercice 2008. Ainsi, l'étalement de charges accordé fin 2006 par la CCSF des Hauts de Seine a été intégralement remboursé comme initialement prévu fin 2008, à hauteur de 1,7 M€ durant l'exercice, tout en procédant au remboursement d'emprunts et de comptes courants d'actionnaires pour 1,6 M€.

▪ Perspectives 2009

La nouvelle organisation commerciale mise en place doit permettre au groupe de retrouver, dans le courant de l'exercice 2009, une croissance du chiffre d'affaires malgré la crise économique et financière globale que le groupe entend aborder avec vigilance et confiance.

Ainsi, la nouvelle dynamique commerciale insufflée par les changements intervenus depuis l'été permettra au groupe ESR de renouer avec la croissance sur un marché de la gestion et de l'infogérance des infrastructures informatiques et télécoms dont l'orientation reste globalement favorable.

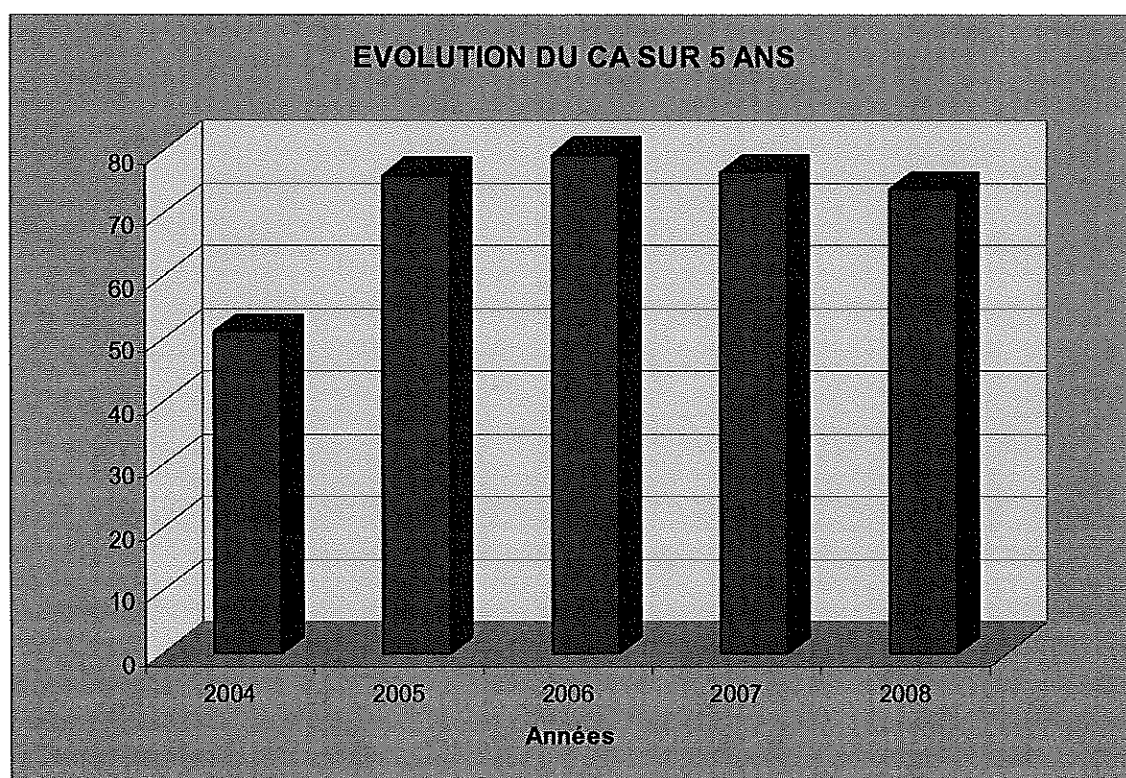
Compte de résultat synthétique

En M€	2008	2007
Chiffre d'affaires	73.9	76.5
Résultat opérationnel courant	0.36	2.6
Éléments non courants	0	0
Résultat opérationnel (% CA)	0.04%	3.4 %
Résultat financier	-0.94	-1.6
Impôt	-0.12	0.95
Résultat net des sociétés cédées	0	0.5
Résultat net	-0.77	2.3
Résultat part du Groupe	-0.77	2.5

Chiffre d'affaires et marges

- **Chiffre d'affaires 2008 en baisse de - 3%**

Le chiffre d'affaires réalisé en 2008 représente 73.9 M€ contre 76.5 M€ en 2007, soit une baisse de 3%.



- **Chiffre d'affaires trimestriel**

Par trimestre, la croissance du chiffre d'affaires se décompose ainsi :

CA Consolidé en M€	2008	2007	Evolution
1er Trimestre	19,1	19,1	0,00%
2ème Trimestre	18,9	19,4	-2,58%
3ème Trimestre	17,7	18,8	-5,85%
4ème Trimestre	18,2	19,2	-5,21%
Exercice cumulé	73,9	76,5	-3,40%

Les 20 premiers clients représentent 77% du CA 2008 du groupe :

20 PRINCIPAUX
CLIENTS
ORANGE
France TELECOM
IBM
EDS
BOUYGUES TELECOM
NOKIA
BNP
CSC
CDC
EDF
TDF
CSU
ALCATEL
ERICSON
LA POSTE
SOCIETE GENERALE
ALCANET
RATP
EMC
NATIXIS

- **Evolution des effectifs**

- **Effectifs facturables et intermissions**

L'effectif total du groupe est passé de 1.081 personnes début 2008 à 1.063 en fin d'exercice, les effectifs facturables (hors structure) passant de 963 à 956 en fin d'année.

Le groupe a recruté 258 consultants en 2008 mais a enregistré dans le même temps environ 295 sorties¹ ;

Dans le même temps, toujours au sein de cette population d'effectifs facturables, le nombre de personnes en intermissions a été fortement réduit, passant de près de soixante en début d'année 2008 à moins de quarante sur le mois de décembre 2008.

Le nombre de consultants salariés facturables a donc diminué d'une petite cinquantaine sur l'exercice, En partie expliquée par la baisse du nombre d'intercontrat (-35) mais aussi, comme pour le chiffre d'affaires, par l'arrêt de certaines missions non rentables.

- **Effectifs de structure**

Les effectifs de structure sont restés stables sur l'année 2008, le niveau est resté sous la barre des 120 collaborateurs, niveau quasiment identique à celui de fin 2007.

- **Effectifs sous-traitants**

L'objectif du groupe fixé fin 2007 reste le même en 2008 : le niveau de sous-traitance doit rester faible.

Le niveau de sous-traitants est inférieur à 50 sur le dernier trimestre 2008, ce niveau devrait encore baisser sur 2009

- **Nombre de jours facturables**

Le nombre de jours facturés en 2008 est sensiblement inférieur au nombre de 2007.

- **Résultat opérationnel en forte baisse sur le 2nd semestre**

Les mesures décidées, appliquées et suivies ont porté leurs fruits.

Le Résultat opérationnel 2008 est positif de 0.3 M€, soit 0.4 % du chiffre d'affaires.

- **Résultat financier**

Le résultat financier est négatif de -0.94 M€ en 2008 contre 1.6 M€ sur l'exercice 2007.

- **Impôt sur les sociétés**

Un montant de 0.1 M€ d'impôts est enregistré pour des sociétés non intégrés fiscalement.

- **Résultat net**

Le résultat net part du groupe est négatif de -0.77 M€ contre un profit de 2,5 M€ en 2007.

¹ Sorties : démissions, fin de périodes d'essai, licenciements, fin de contrats,...

Bilan synthétique

En M€	2008	2007		2008	2007
Ecart d'acquisition	11,0	11,0	Fonds propres	2,5	3,2
Immobilisations incorporelle	0,0	0,2	Intérêts minoritaires	0,0	0,2
Immobilisations corporelles	0,5	0,5	Dettes financières MT	0,3	0,6
			Autre dettes MT	0,0	0,0
Immobilisations financières	0,6	0,6	Provisions pour retraites	1,2	1,1
Impôts différés actifs	1,3	1,3	Impôts différés passifs	0,0	0,0
total	13,5	13,6	total	4,0	4,9
Clients	25,8	26,4	Dettes financières CT	17,0	14,1
Autres créances	2,2	2,7	Provisions	1,4	1,2
Actifs financiers à court terr	0,0	0,0	Fournisseurs	2,4	3,6
Disponibilités	0,4	1,3	Autres dettes	17,1	20,2
total	28,4	30,4	total	37,9	39,1
Total	41,9	44,0	Total	41,9	44,0

▪ Immobilisations

Les immobilisations nettes totales ressortent à 13.5 M€ fin 2008 contre 13.6 M€ fin 2007.

▪ Dettes financières

L'endettement financier représente 17.3 M€ au 31 décembre 2008, contre 14.7 fin 2007. Il comporte les éléments suivants :

Dettes auprès d'établissements de crédits	0.54 M€
Dettes factoring	16.71 M€

▪ Autres dettes

Les autres dettes 2008 représentent 17.1 M€ contre 20.2 M€ en 2007. Ce montant comprend l'ensemble des dettes sociales et fiscales pour un montant de 16.2 M€, les autres dettes pour 0.563 M€ et les produits constatés d'avance pour 0.769 M€.

Le groupe a complètement remboursé en principal le plan de règlement conclu en octobre 2006. Le montant du remboursement sur l'année 2008 a été de 1.7 M€.

▪ Evénements postérieurs à la clôture

Le groupe continue de financer ses besoins de trésorerie d'exploitation quasi-exclusivement par le factoring de ses créances clients. Le volume de trésorerie mobilisable par ce moyen de financement est dépendant de la capacité du groupe à générer du chiffre d'affaires auprès de clients agréés par le factor et à facturer rapidement ce chiffre d'affaires. Par ailleurs, le factor ne couvre le risque d'insolvabilité du client que dans la limite du plafond garanti et sous réserve que les créances ne soient pas contestées.

Le tassement du chiffre d'affaires réalisé par le groupe ces deux dernières années a limité ses possibilités de recours au factoring. En dépit des efforts menés par les dirigeants pour réduire les coûts de structure d'une part, et les délais de facturation des prestations réalisées d'autre part, cette situation a pesé sur la trésorerie du groupe qui reste tendue.

La crise économique actuelle qui touche à des degrés divers l'ensemble des acteurs économiques ajoute une difficulté supplémentaire, dans la mesure où elle pourrait affecter la capacité du groupe à

réaliser ses objectifs de croissance et d'amélioration des marges, mais aussi accroître le risque d'insolvabilité de certains de ses clients.

Dans ce contexte, les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008 ont été arrêtés selon le principe de continuité de l'exploitation par le conseil d'administration réuni une première fois le 22 avril 2009.

Postérieurement à cette date, les éléments suivants sont venus dégrader la trésorerie du groupe :

Après un premier trimestre légèrement supérieur aux attentes, le chiffre d'affaires réalisé en avril et prévu pour mai est inférieur d'environ 10% au budget ;

Certaines créances remises au factor ont été « définancées » par ce dernier.

Cette situation a conduit les dirigeants du groupe à solliciter auprès de l'administration fiscale l'étalement du paiement de l'échéance de TVA du mois de mai 2009.

Par ailleurs, les dirigeants ont établi de nouvelles prévisions de trésorerie pour l'exercice en cours qui reposent sur les hypothèses suivantes :

Réalisation d'un chiffre d'affaires stable par rapport à celui de l'exercice 2008, ce qui suppose que le retard cumulé à fin mai soit comblé sur les 7 derniers mois de l'exercice ;

Maintien des prestations réalisées mais non encore facturées (PNF) à leur niveau du 31 décembre 2008 ;

Maintien des marges brutes sur affaires ;

Maintien des frais de personnel à leur niveau budgété ;

Maintien de l'Euribor à son niveau actuel.

Sur la base de ces hypothèses, les prévisions montrent que le Groupe sera en mesure de faire face à ses échéances mais que la situation de trésorerie restera tendue jusqu'en octobre 2009.

De façon à couvrir d'éventuels aléas, les actions suivantes sont en cours :

Réduction des retards de paiement clients actuellement anormalement élevés ;

Recherche d'un financement alternatif pour les clients non garantis par le factor.

Enfin, si ces mesures se révélaient insuffisantes, le Groupe demanderait l'étalement du paiement de certaines charges sociales et fiscales.

Le conseil d'administration s'est réuni à nouveau le 4 juin 2009 afin d'apprécier l'évolution de la situation depuis le 22 avril et d'apporter les compléments d'information jugés nécessaire à l'annexe des comptes et au rapport de gestion. Au cours de cette réunion, le conseil d'administration a confirmé l'arrêté des comptes selon le principe de continuité de l'exploitation.

Le Président du Conseil d'Administration